Actes du Colloque
“Trois espaces linguistiques face aux défis de la mondialisation”

Paris, 20-21 mars 2001

Table des matières

Résumé exécutif…..... **1**

Actes du Colloque "Trois espaces linguistiques face aux défis de la mondialisation"..... **25**

Séance inaugurale

Allocutions d'ouverture…..... ***29***

- Allocution de bienvenue de Monsieur Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie..... 31
- Allocution de S. E. Monsieur Gustavo Noboa Bejarano, Président de la République de l'Equateur.....35
- Allocution de S. E. Monsieur Joaquim Alberto Chissano, Président de la République du Mozambique.....41
- Allocution de S. E. Monsieur Jacques Chirac, Président de la République française..... 49

Présentation des organisations partenaires..... ***57***

- Discours de Monsieur Francisco José Piñón, Directeur général de l'Organisation des Etats ibéro-américains…..... 59
- Discours de Monsieur Bernardino Osio, Secrétaire général de l'Union latine..... 63

- Discours de Monsieur Jorge Lozoya,
  Secrétaire exécutif de la Coopération
  ibéro-américaine..... 67

- Discours de Madame Dulce Maria Pereira,
  Secrétaire exécutive de la Communauté
  des pays de langue portugaise..... 71

Déroulement des séances de travail

***Table ronde nº 1 :"Identité et multiculturalisme"*.....79**

Résumé des débats….....81

Documents de travail….....127

- Guillermo Hoyos
  "Communication interculturelle pour
  'démocratiser la démocratie'".....129

- Louis-Jean Calvet
  "Identités et plurilinguisme".....147

***Table ronde nº 2 :"Economie et culture"*.....161**

Résumé des débats….....163

Documents de travail….....219

- Pierre Sauvé
  "Culture et économie : les enjeux du débat"..... 221

- Néstor García Canclini
  "Economie et culture : les pays latins dans
  la sphère publique transnationale".....241

***Table ronde nº 3 :"Société du savoir et nouvelles technologies"*...257**

Résumé des débats….....259

Documents de travail….....307

- Javier Echevarria
  "Impact social et linguistique des nouvelles technologies de l'information et des communications".....309

- Guilherme Ary Plonski
  "Questions technologiques dans la société du (non) savoir".....321

Séance de clôture

- Allocution de Monsieur Jorge Lozoya, Secrétaire exécutif de la Coopération ibéro-américaine..... 337

- Allocution de Monsieur Bernardino Osio, Secrétaire général de l'Union latine.....339

- Allocution de Madame Dulce Maria Pereira, Secrétaire exécutive de la Communauté des pays de langue portugaise.....341

- Allocution de Monsieur Francisco José Piñón, Directeur général de l'Organisation des Etats ibéro-américains….....343

- Allocution de M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie.....345

Liste des participants….....**349**

Annexe : Contributions des participants.....**361**

- Sergio Corrêa da Costa
  "Le poids de l'empreinte française"..... 363

- Jean-Luc Crucifix
  "Pour un Internet simple,beau et multilingue".....369

- Charles Durand
  Réaction à la lecture des
  documents de travail….....375

- Jean Tardif
  "Le pluralisme culturel :
  un enjeu majeur du XXIe siècle".....381

Préface

Pour la première fois,les 20 et 21 mars 2001,les représentants de 79 pays francophones,lusophones et hispanophones se sont réunis,à Paris,en présence du président de la République française, Jacques Chirac,du président de la République du Mozambique, Joaquim Alberto Chissano, du président de la République de l'Equateur, Gustavo Noboa Bejarano, et des Secrétaires généraux de cinq organisations internationales :l'Organisation des Etats ibéro-américains,la Communauté des pays de langue portugaise,le Secrétariat de la Coopération ibéro-américaine,l'Union latine et l'Organisation internationale de la Francophonie.

Ce dialogue institutionnel,sans précédent,entre trois grands espaces linguistiques de la latinité était destiné à intensifier les échanges culturels,mais aussi à développer des partenariats stratégiques au niveau international afin,notamment,de promouvoir la diversité linguistique et le dialogue des cultures.

Un dialogue qui ne saurait se limiter à une connaissance mutuelle des cultures,mais qui doit être fait d'apports et d'emprunts réciproques. Un dialogue qui ne saurait pas plus être un acte ponctuel,occasionnel ou événementiel,mais qui doit devenir une pratique quotidienne à l'heure de la mondialisation,si l'on veut que se fasse jour un monde véritablement multipolaire, respectueux des plus vulnérables et de leur droit à la solidarité, respectueux,aussi,de la polyphonie culturelle du monde et d'une gestion véritablement démocratique des relations internationales.

Ces deux journées de débats,au cours desquelles se sont exprimés des praticiens de la culture,des intellectuels,des universitaires,des représentants du secteur privé,ont permis de confronter les expériences et les réflexions de chacun,faisant apparaître de larges convergences de vue entre les participants venus d'Afrique, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et de l'Europe. S'est renforcée,aussi,l'idée que les pays de ces trois aires linguistiques,avaient beaucoup à gagner à mieux se connaître,et à utiliser les formidables ressources d'un patrimoine partagé pour avancer, ensemble,et plus vite,en développant une coopération concrète dans des domaines d'intérêt

commun, tels que ceux touchant,notamment,à la société du savoir et aux nouvelles technologies,au plurilinguisme,à la culture et à l'économie.

Les actes de ce colloque sont là pour témoigner de la richesse des échanges qu'a suscités cette rencontre,et voudraient contribuer à nourrir une réflexion qui devra progressivement être élargie à l'ensemble de la communauté internationale,si l'on veut que la mondialisation souscrive pleinement à ces idéaux de solidarité,de diversité,de démocratie et de paix seuls à même de fonder un humanisme nouveau à l'aube du troisième millénaire.

Résumé exécutif

Séance inaugurale

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la Francophonie, les institutions des mondes lusophone, hispanophone et francophone ont organisé à Paris, les 20 et 21 mars 2001, le Colloque international "Trois espaces linguistiques face aux défis de la mondialisation".

En présence des Présidents Jacques Chirac de la République française, Joaquim Alberto Chissano de la République du Mozambique et Gustavo Noboa Bejarano de la République de l'Equateur, les travaux du colloque ont été solennellement ouverts le 20 mars à 10 heures au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne.

Dans son message de bienvenue, M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, a chaleureusement salué les Présidents, les responsables des institutions des trois espaces linguistiques, ainsi que les invités venus nombreux pour prendre part à ce grand événement, en ce lieu, la Sorbonne, symbole parfait de la circulation des idées et des personnes, de la mobilité et de la confrontation des esprits, du dialogue spontané entre penseurs originaires d'horizons les plus lointains.

Au-delà des liens profonds et anciens unissant les communautés francophone, lusophone et hispanophone, la présence à ce colloque de hauts représentants de ces communautés constituait, pour Monsieur Boutros Boutros-Ghali, le gage de leur adhésion à l'idée de la nécessité et de l'urgence d'un dialogue des cultures face à la mondialisation et à son principal effet pervers: l'uniformisation.
Le Secrétaire général s'est déclaré convaincu que les espaces privilégiés de solidarité que sont les grandes aires culturelles et linguistiques peuvent, lorsqu'ils se rencontrent et s'entremêlent, offrir le cadre favorable à la création d'instances de dialogue d'un type nouveau réunissant les dirigeants et la société civile, l'enjeu étant la sauvegarde de la démocratie mise à mal par la mondialisation.

De ce fait, cette rencontre était, selon le Secrétaire général, à la fois prémonitoire et prospective, et pouvait nourrir la recherche de solutions pour “démocratiser la mondialisation”.

1. ALLOCUTIONSDES PRÉSIDENTS

1.1. Allocution de Son Excellence Monsieur Gustavo Noboa Bejarano, Président de la République de l'Equateur

Dans son message, le Président Bejarano a rappelé le rôle déterminant joué par les langues dans l'histoire des peuples et des religions. Ainsi, les grands changements des peuples ont toujours été précédés par l'éloquence des mots, et les hérauts de la pensée ont toujours précédé les héros de l'action.

Les nations, a-t-il affirmé, dans leur lutte contre la mondialisation tireront grand avantage dans le perfectionnement des langues, ces vecteurs de la solidarité.

L'orateur a souligné que l'usage d'une langue, comme tout acte conscient humain, repose sur une éthique qui doit être respectée, qui contribue à l'affirmation de valeurs essentielles telles que le dialogue, la coopération, la permanence des cultures et la création d'une civilisation riche et forte par sa diversité, et non pas par la prédominance hégémonique d'un groupe quelconque. En effet, tout être humain a le droit de s'exprimer dans sa propre langue et il n'existe aucune hiérarchie entre les langues.

Pour terminer, le Président Bejarano a exprimé son souhait que le siècle qui commence et les suivants soient ouverts au dialogue des cultures et des civilisations, condition indispensable pour assurer la paix et le développement dans le monde.

1.2. Allocution de Son Excellence Monsieur Joaquim Alberto Chissano, Président de la République du Mozambique

Après avoir salué l'initiative de l'Organisation internationale de la Francophonie de réunir autour d'un colloque les trois espaces de concertation que sont la Lusophonie, l'Hispanophonie et la Francophonie, le Président Chissano a vivement remercié la communauté internationale pour son appui lors des inondations dont son pays a été victime ces derniers temps.

En sa qualité de président en exercice de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) créée en 1996, le Président s'est réjoui, en cette année déclarée par l'ONU l'Année du dialogue des civilisations, de l'occasion ainsi offerte aux trois espaces linguistiques de renforcer, à travers la thématique du colloque, leurs liens de concertation et de coopération.

Pour le Président Chissano, le colloque devait permettre de répondre à certaines des interrogations de l'heure : comment définir l'identité commune dans un contexte multiculturel? Le multiculturalisme est-il une force ou une faiblesse face à la mondialisation? Comment faire pour que la mondialisation ne soit pas synonyme de nouvelle domination? Comment partager mieux le savoir, considéré comme principal capital dont dispose l'humanité? En conclusion de son allocution, le Président Chissano a invité les participants au colloque à réfléchir sur les meilleurs mécanismes susceptibles de favoriser les échanges et la coopération entre les peuples des trois espaces.

1.3. Allocution de Son Excellence Monsieur Jacques Chirac, Président de la République française

Le Président Chirac s'est dit particulièrement heureux d'accueillir en France ses deux homologues du Mozambique et de l'Equateur, dont les pays incarnent la pluralité des peuples et des cultures, et a salué leur volonté d'être associés aux efforts de la communauté francophone. Le Président Chirac a félicité le Secrétaire général de la Francophonie pour les efforts constants qu'il voue à organiser le front commun des civilisations contre le risque d'uniformisation que porte la mondialisation; la Francophonie ne saurait seule mener ce combat, et c'est pourquoi elle doit engager et intensifier le rapprochement avec les autres communautés linguistiques. Le développement économique ne suffit pas à assurer une coexistence harmonieuse entre les nations.

Il a condamné les destructions inspirées par l'obscurantisme en Afghanistan, comme il condamne les conflits dus à l'intolérance et aux préjugés, persuadé du fait qu'il faut donner à chacun la notion de sa juste place et de celle de l'autre. A Beyrouth, lors de la IXe Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, la France se mobilisera pour susciter l'engagement de tous et favoriser l'avènement d'une Francophonie plus humaniste. Il a souhaité, en attendant, que ce colloque, par les projets qu'il lancerait, les

résolutions qui seraient adoptées, puisse esquisser la voie à suivre pour un monde riche, multiple et créatif.

* *
*

2. Allocutions des responsables des institutions des trois espaces linguistiques

La séance inaugurale s'est poursuivie par les allocutions des représentants des institutions des trois espaces linguistiques. L'écrivain Jorge Semprún a été chargé de prononcer les mots de clôture.

2.1. Allocution de Monsieur Francisco José Piñón,Directeur général de l'Organisation des Etats ibéro-américains (OEI)

Pour l'Organisation des Etats ibéro-américains, qui regroupe vingt et une nations, a souligné M. Piñón, la concertation est inscrite au cœur de l'activité de l'institution. En effet, elle participe à tous les grands forums mondiaux chargés d'étudier les questions de développement dans le contexte de la diversité culturelle. Au sein de cette institution, la Lusophonie et l'Hispanophonie entretiennent depuis des décennies des relations de dialogue susceptibles de contribuer au renforcement de la dynamique d'échanges et de coopération qui résulterait des travaux de ce colloque.

2.2. Allocution de Monsieur Bernardino Osio, Secrétaire général de l'Union latine (UL)

L'Union latine a été créée en 1954 avec pour but institutionnel de défendre et diffuser les valeurs de la latinité. Pour répondre à l'exigence de pluralité qui se dégage en contrepoint de la mondialisation, elle a adopté la Déclaration de Lisbonne en 1997. C'est dans l'esprit de marquer cette prise de conscience que la journée du 15 mai a été choisie comme Journée de la latinité. M. Bernardino Osio a souligné que, dans le domaine du droit, la tâche est immense, comme elle l'est également dans celui de la culture et du cinéma, qui a vu la création d'un festival du cinéma latin. L'Union latine fait également de la question de la propriété intellectuelle une préoccupation majeure.

2.3. Allocution de Monsieur Jorge Lozoya, Secrétaire de la coopération ibéro-américaine (SECIB)

Après avoir présenté les principaux axes de la coopération ibéro-américaine, M. Jorge Lozoya a souligné la pluralité qui caractérise le patrimoine du monde ibéro-américain, espace défini par deux grandes langues universelles comme l'espagnol et le portugais, mais qui intègre en même temps la diversité propre à chacune des vingt et une nations. C'est dans cet esprit de coopération et de respect de la diversité que le SECIB rejoint les autres organisations dans la recherche commune de réponses aux problèmes que leur posent la mondialisation et le multiculturalisme.

2.4. Allocution de Madame Dulce María Pereira, Secrétaire exécutive de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP)

Lors de son allocution, Mme Pereira a évoqué le parcours historique du monde lusophone, qui aboutit en 1996 à la création de la Communauté des pays de langue portugaise. C'est par la valorisation de la riche diversité qui caractérise ces pays que se créent aujourd'hui, au sein de cette organisation, des nouvelles cultures de développement. La CPLP se bat contre les inégalités régionales, pour abattre les barrières commerciales et élargir la circulation des biens et des personnes, consolider les échanges scientifiques, développer les conditions pour un réel accès à la révolution numérique. Elle œuvre également pour la consolidation de la paix dans les Etats membres, pour sensibiliser l'opinion publique et gérer la réalité des Etats en situation de crise. La CPLP contribue aussi à la lutte contre le sida; elle entend assurer à tout être humain la liberté, le bien-être et la dignité.

2.5. Allocution finale de Monsieur Jorge Semprún,écrivain

En première partie de son allocution, M. Jorge Semprún a rappelé combien la reconnaissance et le respect de l'identité linguistique nationale, ou régionale, sont nécessaires au fonctionnement de la démocratie. Or dans le contexte actuel d'intensification des échanges et du dialogue à l'échelle mondiale, les langues de communication universelle sont appelées à avoir un rôle majeur.

A cet égard, M. Semprún a exprimé son optimisme vis-à-vis des langues qui sont au cœur du colloque, l'espagnol, le français et le portugais. Langues de souche européenne et aujourd'hui intercontinentales, vouées à évoluer, elles constituent des atouts

précieux pour leurs communautés. C'est la mondialité de ces langues, mais aussi le respect des langues minoritaires, qui permettent à l'Hispanophonie, la Francophonie et la Lusophonie d'envisager l'avenir avec confiance.

* *
*

Déroulement des séances de travail

Table ronde n° 1 : Identité et Multiculturalisme

RAPPORT

Première séance

Présidence :
Rafael Rodríguez Ponga, Directeur général aux relations culturelles et scientifiques, ministère des Affaires étrangères d'Espagne

Rapporteur :
Zeferino Martins, Secrétaire exécutif adjoint de la Communauté des pays de langue portugaise

Présentation du document de travail :
Guillermo Hoyos, Directeur de l'Instituto Pensar, Universidad Javeriana de Bogota

En ouverture de séance, le président énonce les objectifs proposés pour les travaux au sein des tables rondes: explorer les pistes de coopération présentes et à venir; analyser les opportunités offertes par les technologies de l'information et de la communication ; développer des partenariats stratégiques en vue de la promotion des langues et des cultures dans ces trois espaces. Il précise, à cet effet, que la réflexion ne s'inscrit nullement dans une logique de confrontation ou de rivalité avec d'autres aires linguistiques. La réflexion concerne, outre les langues dites universelles, toutes les langues, nationales, régionales ou locales, parlées au sein des trois espaces linguistiques.

Suite à la présentation, par M. Guillermo Hoyos, de son document "Communication interculturelle pour 'démocratiser la démocratie'" (cf. *Documents de travail, p. 129*), plusieurs intervenants prennent la parole pour enrichir de leurs points de vue les différentes questions soulevées. Certains posent des interrogations complémentaires portant notamment sur la distinction à faire entre "mondialisation" et "globalisation", soit entre un processus qui fait place à la diversité et un autre qui avance par des exclusions. En Amérique latine, plutôt que d'exclusion pour des raisons ethniques ou linguistiques, il s'agirait du problème de l'exclusion des bénéfices sociaux et économiques de la démocratie. A cela s'ajoute le problème de la corruption, qui viendrait de la déstructuration de la sphère publique. La question cruciale serait alors comment recréer les liens sociaux, comment inclure. Dans des contextes comme ceux de l'Amérique latine, la tâche première concerne la restitution de l'idée d'institutionnalité.

D'autres interventions soulignent l'insuffisance du multiculturalisme face aux réalités vécues par les populations indiennes, qui, pour certains cas, ne sont pas comparables à celles des minorités immigrées en Europe, où le concept est né. Le danger, pour le multiculturalisme en tant que proposition normative, est d'exacerber les différences, ce qui risque de conduire à la fragmentation. Il faut donc concilier le principe d'égalité à celui de droit à la différence, en mettant l'accent sur la recherche de convergences entre les différents groupes.

La nécessité d'une clarification conceptuelle apparaît au cours du débat, pour laquelle on propose de dégager les différents aspects que couvre la notion de multiculturalisme : les aspects phénoménologique, doctrinal, politique et épistémologique. On signale d'ailleurs la tendance qui existe de dissocier la dimension de justice sociale de la dimension de promotion de la diversité culturelle.

Pour certains, la notion de patrimoine culturel doit être privilégiée dans l'analyse du multiculturalisme : c'est après la réflexion à l'intérieur du propre patrimoine que l'on peut aller à la rencontre de l'Autre.

Un intervenant évoque les difficultés à articuler les relations entre identité et démocratie, car celle-ci se bâtit en mettant en avant l'égalité formelle des individus. La démocratie pluricommunautaire aurait alors des règles spécifiques. L'interrogation sur le

multiculturalisme, entendu comme l'idéologie de la mondialisation, conduit à poser des questions fondamentales sur la possibilité d'une régulation politique de la mondialisation.

D'autres intervenants soulignent la spécificité des pays africains nés d'Etats coloniaux et en proie aux difficultés pour participer efficacement au débat concernant, entre autres, le cadre juridique qui répondrait le mieux à leurs propres conditions. Ils évoquent les obstacles qu'ils trouvent à articuler le droit hérité de la colonisation avec le droit coutumier, et la difficulté à concilier la nécessité de construction d'une identité nationale dans une mosaïque de diversités et celle de la participation au mouvement général de la mondialisation.

Certains insistent sur l'identification de critères de pertinence (économiques, culturels) permettant d'analyser la multiculturalité et la mondialisation, sans perdre de vue les dangers d'hégémonisme qui se cachent derrière ces notions. L'identité elle-même ne peut pas être considérée comme une valeur absolue. Ils soulignent, à cet égard, le mouvement à deux vitesses caractéristique de la mondialisation, et les nombreuses restrictions liées aux obstacles linguistiques et économiques. Le réveil identitaire dans certaines régions du monde constitue d'ailleurs non seulement des menaces pour la cohésion nationale, mais, pour certains cas, une régression par rapport à des processus de métissages riches et complexes.

Répondant aux différentes interrogations, M. Hoyos met l'accent sur la nécessité, dans le nouveau cadre politique et épistémologique de la mondialisation, de concevoir la coopération comme un débat interculturel. Le but de toute coopération internationale serait avant tout de contribuer à la création des conditions absolument nécessaires pour la démocratie. Il propose alors, comme **pistes d'action et d'approfondissement de la coopération entre les trois espaces linguistiques,** un travail en commun visant à :

- *créer des conditions favorables au développement de la démocratie et de l'Etat de droit incluant les droits sociaux, économiques et culturels ;*
- *intégrer d'une manière plus marquée des acteurs locaux dans la perspective du multiculturalisme et dans le processus de mondialisation ;*
- *renforcer les capacités participatives des citoyens à la construction de l'Etat de droit ;*

- *affirmer la démocratie comme référent du multiculturalisme et la recherche inlassable du consensus autour de minima.*

Tirant les conclusions de la séance, le président de la table ronde propose les pistes suivantes :

- *l'identité culturelle considérée comme stimulant dans les relations économiques ;*
- *l'appartenance à plusieurs identités ne constitue pas nécessairement un obstacle ; elle peut favoriser l'accroissement de la confiance en soi ;*
- *l'identité culturelle doit s'exprimer en totale cohérence avec les exigences des droits de l'Homme ;*
- *les langues dites universelles peuvent servir de vecteur à la promotion et à la diffusion des identités culturelles particulières.*

* *
*

Deuxième séance

Présidence :
Michèle Gendreau-Massaloux, Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie

Rapporteur :
Zeferino Martins, Secrétaire exécutif adjoint de la Communauté des pays de langue portugaise

Présentation du document de travail :
Louis-Jean Calvet, linguiste, Université de Provence, France

Mme Michèle Gendreau-Massaloux ouvre la séance de travail en rappelant combien les questions de langue sont centrales lorsqu'on aborde les problèmes de multiculturalisme, de l'identité et de mondialisation. Elle invite les participants à formuler des propositions concrètes susceptibles de conforter les liens de coopération entre les trois espaces, notamment en matière d'éducation, de traduction et d'aménagement linguistique.

Le document "Identités et plurilinguisme", présenté par M.Louis-Jean Calvet (cf. *Documents de travail, p. 147*) propose à ce sujet quelques orientations. Après une analyse du rapport qu'entretiennent langues et identités et de leur gestion par les acteurs sociaux, il fait référence à des problèmes communs aux trois espaces linguistiques: la question de la norme, les politiques linguistiques, le statut inégal des langues. Il propose alors la création d'un groupe d'experts en politologie linguistique qui, en comparant les expériences menées dans les trois espaces, pourraient proposer des actions communes.

Lors du débat qui s'ensuit, certains intervenants estiment devoir souligner les effets destructeurs de la mondialisation sur les langues en mentionnant les menaces de disparition qui pèsent sur certaines d'entre elles, dont le français. D'autres rappellent l'exigence d'une solidarité accrue en faveur des langues minoritaires dont les locuteurs peuvent être confrontés à des difficultés quotidiennes dans leur vie publique et civique. Les politiques linguistiques devraient alors mettre l'accent sur la communication, dans tous les domaines, ainsi que sur la généralisation du plurilinguisme. Des expériences comme la "médiation linguistique et culturelle" sont évoquées, qui permettent une meilleure insertion des immigrés dans leur société d'accueil.

En outre, dans le cadre de la dynamique mondiale actuelle, des propositions sont émises dans le sens d'une prise en compte de la dimension géo-culturelle aux côtés des enjeux géo-politiques et géo-économiques. A cet effet l'on propose la constitution d'un groupe de concertation regroupant des représentants de tous les milieux (gouvernemental, institutionnel, universitaire, société civile), communs aux trois espaces, afin de faire des propositions dans le cadre des prochaines échéances de Cotonou (IIIe Conférence ministérielle de la Culture), Beyrouth (IXe Sommet de la Francophonie), Barcelone (Barcelona 2004).

Un consensus se crée au long du débat autour de la valorisation des métissages et des "corruptions" linguistiques, source des identités, ainsi que sur la nécessité de proposer des politiques linguistiques imaginatives et novatrices. Le développement du plurilinguisme à partir d'une méthode d'apprentissage basée sur l'inter-compréhension des langues latines et sur le développement de compétences partielles en serait un exemple.

D'autres interventions portent sur la spécificité des politiques linguistiques à l'heure de la mondialisation: la défense du pluralisme linguistique et culturel passerait par la dynamisation des espaces

culturels propres à chaque langue. Comme exemples de politique linguistique en cours sont cités, d'une part, l'expérience de l'éducation bilingue et interculturelle menée par le ministère de l'Education du Pérou en faveur des Indiens, en rupture par rapport au modèle unitaire des Etats latino-américains, d'autre part le choix du portugais comme langue officielle du Timor oriental aux côtés d'une langue nationale et d'une dizaine de langues locales, qui procède de la volonté d'ancrer le Timor dans l'espace lusophone.

Un intervenant invite les participants à approfondir la notion de respect des langues et cultures de l'autre, ce qui implique aussi le respect, dans le domaine académique, des principes de scientificité propres à chaque culture. Une méthodologie du débat interculturel s'avère nécessaire, qui devrait s'appuyer, pour certains, sur le consensus autour d'un dénominateur commun entre universalisme et différentialisme.

Au terme des échanges, quelques **pistes d'action et d'approfondissement de la coopération entre les trois espaces linguistiques** sont formulées :

- *La mise en place d'un groupe de travail commun aux trois espaces afin de poursuivre la réflexion autour des enjeux géo-culturels de la mondialisation en vue des prochaines réunions: IIIe Conférence ministérielle sur la Culture, IXe Sommet de la Francophonie, Barcelona 2004.*
- *Les trois espaces linguistiques étant confrontés aux problèmes communs de la norme, des politiques linguistiques et du statut inégal des langues, un renforcement de la coopération dans ces domaines peut être envisagé: mise en commun des expertises,des ressources documentaires et de formation,etc.*
- *La recherche de l'appui des acteurs publics et privés pour des actions concrètes d'aménagement linguistique.*

* *
*

Table ronde n° 2 : Culture et Economie

RAPPORT

Première séance

Présidence :
Jorge Braga de Macedo, Président, Centre de développement de l'OCDE

Rapporteur :
Bernard Wicht, Chef des Affaires internationales, Office suisse de la Culture

Présentation du document de travail :
Pierre Sauvé, expert-consultant à l'OCDE

En ouverture de séance, M. Jorge Braga de Macedo exprime son souhait que l'analyse de l'interrelation entre la culture et l'économie, à laquelle les travaux sont consacrés, puisse échapper au risque d'établir des oppositions trop faciles, fréquentes dans ce genre de débat. Il donne ensuite la parole à M. Pierre Sauvé, qui présente son document intitulé "Culture et Economie : les enjeux du débat" (cf. *Documents de travail, p. 221*). L'objectif de M. Sauvé est de fournir des repères au débat sur l'interface culture-économie et d'esquisser les paramètres d'un possible instrument international régissant le commerce des produits et services culturels.

Diverses questions se posent ensuite autour de la nécessité et les caractéristiques dudit instrument: doit-il être contraignant ou non ? Où doit-il être localisé? Dans quels délais doit-il être préparé ?

A plusieurs reprises revient au cœur du débat la question de la nature des relations entre économie et culture et la définition des biens et services culturels, en particulier la distinction entre les biens publics et les biens privés, ainsi qu'une référence à l'artisanat. A ce sujet, plusieurs intervenants évoquent les difficultés que connaissent les artistes du Sud à faire connaître et valoriser leurs produits dans le marché international.

Une référence est faite également à la distinction entre le niveau macroéconomique et le niveau microéconomique, le niveau

microéconomique étant pour certains moins susceptible d'être soumis à cet instrument puisqu'il est essentiellement lié au niveau local, donc moins soumis à la globalisation.

La notion d'espace linguistique fait également l'objet d'analyse: celui-ci n'est pas considéré comme un bloc monolithique ou comme un espace uniforme, mais traversé par le métissage. A propos de cette question on souligne la nécessité d'actions de coopération dans un but d'améliorer l'échange et le dialogue à l'intérieur des espaces linguistiques ainsi qu'entre les espaces linguistiques.

D'autres interventions évoquent les travaux des différentes organisations internationales concernant la défense et la promotion de la diversité culturelle: on cite alors ceux de l'UNESCO, où l'enjeu est de savoir s'il est possible de marier les questions d'identité et des biens et services culturels, ou bien s'il faut les traiter de manière séparée. Outre les travaux de l'OCDE sur la culture et le développement abordés par M. Braga de Macedo, on cite ceux de l'OMPI concernant la protection de la propriété intellectuelle, ou ceux de l'Union européenne, dans lesquels un consensus est acquis autour de l'idée que les Etats de l'Union souhaitent maintenir leur liberté de formuler leur propre politique cultuelle nationale. On signale également les travaux du Conseil de l'Europe, qui a été la première organisation régionale à adopter une déclaration politique sur la promotion de la diversité culturelle, ainsi que le réseau international des politiques culturelles créé en 1998, qui constitue l'instance la plus avancée en matière de préparation et de formulation d'un projet d'instrument international de promotion et de protection de la diversité.

La question de l'émergence de nouveaux marchés (notamment celui de la formation supérieure) est abordée lors du débat, ainsi que la nécessité d'inclure à la promotion de la diversité culturelle les notions de défense du patrimoine, de l'environnement et de la biodiversité. Le parallèle entre diversité culturelle et biodiversité est souvent évoqué dans les discussions.

Il ressort au terme du débat une complémentarité entre la culture et l'économie, entre le marché et la citoyenneté, ainsi que le rappel que le principe de bien commun doit être préservé: c'est là où les organisations internationales ont un rôle à jouer.

* *
*

Deuxième séance

Présidence:
Francisco Romão, Ambassadeur, Directeur pour l'Europe – MAE, Angola

Rapporteur:
Bernard Wicht, Chef des Affaires internationales, Office suisse de la Culture

Présentation du document de travail :
Néstor García Canclini, Professeur-chercheur à l'Universidad Autónoma Metropolitana du Mexique

Après l'ouverture formelle de la séance par le président, M. García Canclini prend la parole pour présenter son document, "Economie et culture: les pays latins dans la sphère publique transnationale" (cf. *Documents de travail, p. 241*). Il y analyse la manière dont cette articulation stratégique entre économie et culture se réalise dans les pays de la latinité, dans l'Amérique latine en particulier, en vue de dégager des voies d'action permettant de réduire les déséquilibres qu'il constate et de promouvoir en même temps l'intégration économique et culturelle de cette région.

Il ressort de cette analyse des axes possibles de coopération: la mise sur pied, dans le domaine des industries culturelles, de structures souples de coproduction et de réseaux de diffusion, la mise en commun des connaissances produites dans les différents pays ou régions sur les marchés culturels, ce qui permettrait de mieux orienter les choix et les négociations en matière d'échanges de produits culturels.

Dans l'examen des rapports économie-culture, de nouveaux éléments viennent enrichir les discussions: la définition du patrimoine intangible, et la nature des actions nécessaires pour le mettre en valeur, ainsi que le rôle des migrations comme vecteurs d'échanges économiques et culturels. On évoque également la nécessité de créer au sein des Etats des organismes spécialisés dans la gestion des industries culturelles, qui appuieraient non seulement les grandes structures de production mais aussi les petites et moyennes entreprises, capables de préserver la qualité et la diversité.

La nécessité de mesures politiques concertées permettant de résister à la position dominante des Etats-Unis réapparaît dans le débat. On évoque à ce sujet les critères adoptés dans différentes instances régionales telles que l'Union européenne, l'ALENA, le MERCOSUR, et cela surtout dans la perspective de la constitution de la ZLEA. Le besoin de renforcer ces pôles régionaux est alors affirmé, par la voie politico-juridique d'une part, en intégrant dans les accords économiques régionaux des clauses de développement culturel – ce qui rejoint la proposition faite par M. Sauvé d'un instrument international de promotion de la diversité culturelle –, par la mise en place de mesures concrètes d'autre part, telles que des programmes d'échanges d'artistes et de biens et services culturels, la mise en réseau des diffuseurs de biens et services culturels, l'octroi de bourses pour artistes, créateurs et intellectuels, etc.

Une série de **propositions pour la coopération entre les trois espaces linguistiques** sont énoncées à cet égard :

- *la création d'une université euro-latine de formation supérieure ;*
- *la coopération dans le domaine de la recherche en matière de politiques culturelles ;*
- *la création d'une chaîne de télévision qui serait un véhicule des idées et des images communes à ces trois espaces.*

Deux axes se dégagent des discussions des deux journées :

- *la nécessité d'un travail conceptuel,juridique et politique sur un instrument de protection et de promotion de la diversité culturelle ;*
- *un travail conceptuel,mais aussi concret,de mise en valeur et de définition des espaces régionaux et culturels comme contrepoids au pôle représenté par les Etats-Unis.*

* *
*

Table ronde n° 3 : Société du savoir et nouvelles technologies

RAPPORT

Première séance

Présidence :
Luis Racionero, Directeur du Collège d'Espagne, Paris

Rapporteur :
José A. López Cerezo, Département de philosophie, Oviedo

Présentation du document de travail :
Javier Echeverría, Professeur de recherche en science, technologie et société, Instituto de Filosofía, Madrid

Après la présentation par le président de la séance, le professeur Echeverría expose son document intitulé "Impact social et linguistique des nouvelles technologies de l'information et des communications" (cf. *Documents de travail, p. 309*). Une fois examinés les facteurs historiques, sociaux et technologiques qui sont à l'origine du phénomène actuel de mondialisation et de constitution d'un environnement électronique (le "troisième environnement", qui vient se superposer aux environnements rural et urbain), il centre son analyse sur les effets de cet espace électronique sur les langues et les cultures humaines, ainsi que sur les défis que pose à l'éducation la constitution de ce nouvel espace social.

Au cours du débat qui suit cet exposé sont abordés divers problèmes liés à la transposition dans le domaine électronique des pratiques, des objets et des véhicules de communication qui avaient déjà connu des transformations profondes au moment du passage du premier au deuxième environnement. En ce qui concerne les documents, on analyse l'articulation entre les conditions économiques et leur "médiologie", à la lumière des transformations que ceux-ci ont connues lors de l'avènement de l'imprimerie. Pour ce qui est des langues, on passe en revue les difficultés liées à leur numérisation (car se pose le problème du découpage d'unités), les transformations que connaissent la parole et l'écriture dans le troisième environnement, les effets découlant de la constitution d'une infolangue dominante.

Cet ensemble de transformations touche profondément au statut et au rôle de l'institution scolaire, problème qui est rarement pris en compte par les politiques publiques des Etats – qui s'avèrent d'ailleurs souvent incapables de suivre de près les transformations de l'espace public. Les participants à la table ronde font alors un appel aux organisations internationales pour qu'elles encouragent l'intervention des pouvoirs publics dans ce domaine.

Ces questions, ainsi que d'autres comme celle des droits d'auteur, mettent en évidence l'enjeu majeur de la constitution de l'espace électronique mondialisé: le fait que l'on parle plutôt de droits des entreprises, et non pas de droits d'auteur individuels, et que la tendance actuelle soit de résoudre les problèmes liés à la propriété intellectuelle sans l'intervention des pouvoirs publics, montrent que la chose publique est en train de disparaître dans l'espace électronique. Face à la grande passivité des Etats, une tendance s'affirme vers l'empire du modèle du marché. M. Echeverría plaide alors pour la constitution d'une *télépolis* dans l'espace électronique, soit l'affirmation d'un pouvoir civique.

A l'issue de cette première séance, des **pistes d'action conjointe** pour une politique linguistique transnationale et multiculturelle dans le domaine de la technologie sont proposées :

- *développer des systèmes de mémoire, d'archives et de documentation facilitant aux techno-locuteurs l'accès, l'usage et la combinaison d'expressions propres et d'autrui sous format multimédia ;*
- *développer des réseaux télématiques à bande large robustes et fiables ;*
- *favoriser aux locuteurs l'accès au troisième environnement à travers des interfaces phoniques conviviales ;*
- *créer des instruments informatiques pour l'apprentissage des langues dans le troisième environnement ;*
- *encourager la recherche et innover dans le domaine des langues électroniques ;*
- *promouvoir la création et l'innovation en écriture électronique ;*
- *identifier et saisir de manière concertée les opportunités de réduction de la fracture infolinguistique ;*
- *mobiliser les ressources de promotion du multilinguisme dans les instances de coordination de l'Internet.*

* *
*

Deuxième séance

Présidence:
Jean-Claude Guédon, Professeur à l'Université de Montréal, Canada

Rapporteur:
José A. López Cerezo, Département de philosophie, Universidad de Oviedo

Présentation du document de travail :
Ary Plonski, Professeur à l'Universidade de São Paulo, Brésil

M. Plonski lance les travaux de la table ronde par l'exposé de son document, "Questions technologiques dans la société du (non) savoir" (cf. *Documents de travail, p. 321*), qui situe la réflexion sur le plan des conséquences sociales de l'évolution actuelle de la société du savoir. Après l'examen des formes que prennent le savoir et le non-savoir et leurs conséquences dans les sociétés actuelles, et constatant que "la connaissance est stimulée par l'établissement de relations de coopération entre des personnes, des organisations, des entités qui se reconnaissent distinctes mais qui perçoivent le potentiel de développement existant dans une relation marquée par la réciprocité", M. Plonski présente des actions menées en contexte brésilien face au défi posé par l'exclusion sociale.

Dans le débat qui suit cet exposé on passe en revue des éléments identifiés comme étant à la base de l'exclusion et de l'élargissement de la fracture numérique: les facteurs linguistiques et culturels découlant de la concentration des intérêts et des compétences dans un seul pays; l'insuffisance des infrastructures et les déficiences des systèmes éducatifs, notamment dans les pays du Sud; l'exclusion des réseaux informatiques des langues autres que les grandes langues véhiculaires. A ce propos on évoque la nécessité de politiques volontaristes dans le domaine de l'éducation – l'éducation technologique en particulier –, des politiques assurant l'accès par le biais d'une "domestication" des technologies ou, en ce qui concerne en particulier les barrières linguistiques, par le développement de systèmes multimédias et multilingues de type visuel qui assureraient la coexistence des langues maternelles et des langues véhiculaires. A ce propos on insiste sur l'importance de l'initiative publique, mais également de la participation citoyenne dans le développement de la société du savoir.

A partir d'un consensus créé autour de l'idée que plus importante que la connaissance elle-même est l'utilisation qu'on fait de cette connaissance, des domaines possibles de coopération entre les espaces linguistiques sont explorés, tels que la documentation et la terminologie, la traduction automatique, la création de contenus de qualité. Ces idées sont formulées, à l'issue des débats, sous forme de **propositions concrètes pour la coopération entre les trois espaces linguistiques**:

- *traduire les sites et développer les outils de traduction automatique permettant à tous les peuples des pays des espaces hispanophone,lusophone et francophone de participer de plain-pied à la société de l'information ;*
- *créer des contenus qui répondent aux exigences concrètes d'amélioration de la qualité de vie des personnes dans ses dimensions sociale,économique et culturelle ;*
- *appuyer la création de communautés virtuelles multilingues comme mécanisme de participation démocratique et garantir l'implication de la société civile dans tous les mécanismes de prise de décision ;*
- *mettre en place un réseau d'observation systématique des contenus dans les langues des trois espaces ;*
- *constituer un groupe de travail répondant aux critères ci-dessus, à partir de cet atelier, pour approfondir la réflexion sur les concepts, assurer le suivi des recommandations et la valorisation des résultats.*

A travers une **motion**, les participants demandent au Secrétaire général de l'OIF d'être le *porte-parole* du nouveau partenariat institué auprès de toutes les instances concernées, en particulier l'Union européenne et le Sommet mondial de la Société de l'information, en vue de les conduire à intégrer pleinement dans leurs politiques et stratégies les recommandations issues du colloque.

* *
*

Séance de clôture

La séance de clôture du colloque s'est déroulée en deux étapes, au Centre international des conférences le 21 mars 2001 à 15 heures, en présence des Secrétaires généraux des institutions des trois espaces.

La première étape a consisté dans la présentation des rapports et des principales conclusions auxquelles sont parvenus les participants aux travaux des trois tables rondes. Ces rapports formulent, in fine, des pistes concrètes d'action et d'approfondissement de la coopération entre les organisations des trois espaces concernés. En cela, les tables rondes ont répondu aux appels lancés par les Présidents de la France, de l'Equateur et du Mozambique, lors de la séance solennelle d'ouverture du colloque.

Dans une seconde étape, les responsables des différentes organisations des trois espaces ont pris la parole pour souligner les points qu'ils souhaitaient retenir à la suite de cette importante manifestation.

Ainsi, le **Secrétaire de la coopération ibéro-américaine (SECIB)** a mis l'accent sur le fait que, grâce au dialogue franc, les différences avaient pu être dépassées et l'objectif de trouver des points de contact à partir desquels agir en commun avait été atteint.

Le **Secrétaire général de l'Union latine** a exprimé sa satisfaction pour le déroulement des séances de travail du colloque, et de la possibilité de donner une suite immédiate aux travaux lors de la réunion du 28 mai 2001 à Rome, à laquelle il a invité les différentes organisations à l'occasion de la célébration de la Journée de la latinité.

La **Secrétaire exécutive de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP)** a pour sa part souligné l'engagement de son organisation d'assurer la continuité aux processus amorcés à Paris, en créant les conditions nécessaires à un échange dynamique avec tous les partenaires.

La qualité des travaux a été encore soulignée par le **Directeur général de l'Organisation des Etats ibéro-américains**, qui a lancé en outre un appel à poursuivre sur la voie qui avait été ouverte à l'occasion de ce colloque.

Concluant les travaux, **le Secrétaire général l'Organisation internationale de la Francophonie** a remercié chaleureusement les participants. Pour lui, ces deux journées ont permis de mettre en évidence tout ce qui unit les trois espaces: unité de regard sur la mondialisation, unité de regard sur les enjeux et les défis qui en résultent. Trois langues coexistent, certes, au sein des trois espaces; mais, ce qui est ressorti de la rencontre de Paris, c'est l'unité de langage qui les caractérise, à savoir: le langage de la solidarité, celui de la nécessaire diversité, enfin celui de la nécessaire participation des citoyens; car, " lutter pour la reconnaissance et la préservation des identités culturelles, c'est vouloir que les hommes vivent mieux".

M. Boutros Boutros-Ghali s'est réjoui, dans le cadre du suivi immédiat du Colloque de Paris, de la décision prise par les Secrétaires généraux des organisations des trois espaces de tenir, dès le 28 mai à Rome, une réunion consultative, à l'occasion de la Journée de la latinité. C'est lors de cette réunion que sera décidée la tenue d'une prochaine conférence liant les trois espaces linguistiques.

Actes du Colloque
“Trois espaces linguistiques face aux défis de la mondialisation”

Séance inaugurale

Allocutions d'ouverture

Allocution de bienvenue de M. Boutros Boutros-Ghali

Secrétaire général
de l'Organisation internationale de la Francophonie

Monsieur le Président de la République française,
Monsieur le Président de la République du Mozambique,
Monsieur le Président de la République de l'Equateur,
Monsieur le Directeur général de l'Organisation des Etats ibéro-américains,
Madame la Secrétaire exécutive de la Communauté des pays de langue portugaise,
Monsieur le Secrétaire de la Coopération ibéro-américaine,
Monsieur le Secrétaire général de l'Union latine,
Cher Jorge Semprún,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Je veux voir dans la tenue de cette grande manifestation, ici, à la Sorbonne, le symbole parfait de l'esprit qui nous anime tous, aujourd'hui.

Ces lieux chargés d'histoire nous rappellent, en effet, la troublante modernité d'un Moyen Age où l'université était le lieu de la circulation des idées et des personnes, de la mobilité et de la confrontation des esprits, d'un dialogue spontané entre des penseurs venus des horizons les plus lointains.

Et c'est d'abord cet esprit de dialogue qui préside à notre réunion d'aujourd'hui.

Un dialogue auquel vous conférez, Messieurs les Présidents, Madame et Messieurs les responsables des organisations internationales, toute sa force et toute sa légitimité !

D'abord parce que votre présence, ici, ce matin, consacre les liens profonds et anciens qui unissent les francophones, les lusophones et les hispanophones. Des liens qui touchent, tout à la fois, à nos valeurs, et qui nous ramènent à cet héritage qu'est le droit romain que nous avons, depuis l'origine, en partage.

Mais c'est, aussi, une manière forte de dire que vous êtes convaincus - que nous sommes tous convaincus - de la nécessité et de l'urgence de dialoguer sur ce dialogue des cultures.

Il est important que ceux qui sont en charge du monde nous fassent participer à leur réflexion, à ce qui est le grand enjeu géopolitique du XXIe siècle !

Longtemps les échanges entre les peuples ont été tributaires de l'espace et du temps !

Longtemps le monde a été interétatique!

Longtemps les affrontements ont été idéologiques!

Nous savons, aujourd'hui, que le monde est global et que les chocs à venir pourraient bien être des chocs culturels et sociaux.

Car, alors même que les échanges internationaux s'amplifient, les citoyens ont de plus en plus le sentiment de se voir confisquer la gestion du monde, de se voir imposer une "monoculture".

Et de la même manière que nous prônions, hier, la coopération entre Etats – dont l'ONU est encore l'une des réponses les plus exigeantes – il nous faut, aujourd'hui, prôner le dialogue des peuples et des cultures.

Et les grandes aires culturelles et linguistiques constituent, sûrement, des espaces privilégiés de solidarité qui, lorsqu'ils se rencontrent et s'entremêlent, sont les meilleurs garants de la démocratie, de la paix et du développement.

Il nous faut donc imaginer, inventer, créer de nouvelles instances de dialogue.

Des instances qui réunissent les hommes politiques et les membres de la société civile dans toutes ses composantes.

Il nous faut démocratiser la mondialisation avant que la mondialisation ne dénature la démocratie.

C'est, aussi, d'une certaine manière, l'esprit qui anime notre réunion.

Une réunion qui est, tout à la fois, prémonitoire et prospective.

Une réunion qui ne prétend à rien d'autre que d'amorcer l'avenir.

Et nous aurons réussi, si nous constatons, demain, à l'issue de nos débats, que notre travail ne fait que commencer. Et que nous éprouvons la nécessité de lui donner des suites.

Je suis donc très honoré de pouvoir accueillir, ce matin, le Président de la République de l'Equateur, le Président de la République du Mozambique et le Président de la République française.

Et je souhaite, sans tarder, leur céder la parole.

Allocution de S. E. M. Gustavo Noboa Bejarano
Président de la République de l'Équateur

Monsieur Jacques Chirac, Président de la République française,
Monsieur Joaquim Alberto Chissano, Président de la République du Mozambique,
Monsieur Boutros Boutros-ghali, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie,
Mesdames, Messieurs,

L'un des trois espaces linguistiques qui ont été choisis pour fonder ces brèves réflexions sur les langues et les circonstances changeantes du monde d'aujourd'hui, dont l'avenir culturel semble être régi par la soudaineté et la vitesse de l'éclair, est celui de la langue espagnole. Je dois assumer la responsabilité de vous faire part de certaines observations relatives à cette langue, à sa riche nature de vigueur et de présence, à ses frontières qui s'étendent, par-delà les océans, entre deux continents où habitent 400 millions d'âmes unies par ce lien de parenté spirituelle aussi persistant et unificateur que celui du sang. Je partage la conviction lucide de Don Miguel de Unamuno qui conseillait de désigner par le nom générique de Nation des lettres castillanes ce faisceau de peuples qui ont créé des chef d'œuvre de l'intelligence avec un air de famille indéniable.

Je ne vais pas entrer en matière sans clairement affirmer au préalable cette volonté qui m'anime de signaler les effets produits par la langue espagnole dans cette rencontre de deux mondes éloignés mais de moins en moins différents, l'Espagne et l'Amérique. Cinq cents ans se sont écoulés, et nous sommes toujours fidèles à ce mariage de cultures complexe mais fécond. J'essaierai, en abordant ce thème et d'autres points afférents, de mettre l'accent sur le comportement de

nos facultés linguistiques face aux incitations et aux enjeux liés à la loi inexorable des changements dans la vie des sociétés et encore davantage dans celles de ce nouveau millénaire.

Parce que, à l'instar de beaucoup d'autres, j'ai la certitude de l'action déterminante des langues sur le déroulement de l'histoire. C'est pourquoi je souhaiterais recommander la défense, le perfectionnement des instruments linguistiques, vecteurs de compréhension et non pas de confrontation, force d'unification et non pas de séparation, source d'alliance sans déséquilibres ni élitismes isolationnistes pour chaque pays ou région. C'est ainsi qu'ils deviendraient des garanties de conséquences positives face aux augures – dont nous ignorons s'ils seront fastes ou néfastes – du mouvement globalisateur de la civilisation actuelle et réponse efficace à la nécessité à demi satisfaite d'interrelation des cultures du monde dans lequel nous vivons.

Je n'ai pas besoin d'insister sur le poids considérable des langues sur le devenir des faits au cours des siècles. "Au début était le verbe", nous dit saint Jean, humanisant Dieu et défiant la parole. Et depuis que l'*homo loquens* de la préhistoire est parvenu, grâce à ses efforts de développement intérieur au cours de milliers d'années, à articuler les termes qui lui permettraient de rompre son isolement, les mutations n'ont pas cessé dans la vie collective des hommes. C'est une évidence pour tous ceux qui regardent avec lucidité le passé. Que ce sont précisément les savants qui montrent que les grandes transformations des peuples ont toujours été précédées par l'éloquence de la parole, c'est-à-dire par les idées qui circulent d'un lieu à un autre, d'une génération à une autre, verbalement d'abord et ensuite sur les pages des livres. De sorte que les héros de la pensée ont invariablement devancé les héros de l'action. Je suis heureux de rappeler, à ce propos, le cas des nations de l'Amérique hispanique, où les guides de l'émancipation politique avaient l'habitude de porter les textes révolutionnaires du philosophe J.-J. Rousseau dans leurs sacs de guerriers. Les noms de ces personnalités généreuses apparaissent ici spontanément: Bolívar, San Martín, Miranda.

Voici une preuve, parmi beaucoup d'autres, de la capacité d'orientation et d'impulsion des langues dans le mouvement de transformation et de civilisation des sociétés. C'est la raison pour laquelle l'humaniste Alfonso Reyes pouvait affirmer, dans son style particulier, que "si le maître enseigne à ne pas écrire de façon tordue, la loi enseigne par la suite à ne pas agir de façon tordue".

Il est indispensable à ce stade, dans la mesure où je parle d'une langue qui apparente l'Espagne à l'Amérique, d'évoquer l'événement qui détermina l'intégration de notre faisceau de peuples au dessein historique et à la vieille culture d'Occident, celle qui nous réunit précisément ici pour déchiffrer les effets des complexités de la globalisation du monde d'aujourd'hui dans la conduite de trois de ses principaux instruments linguistiques, y compris l'instrument hispanique. La naissance du castillan écrit, dans l'Amérique de la découverte, origine de notre lien intellectuel avec le monde, peut être indiquée de façon précise par un lieu, une date et une heure exacts, ce qui est un fait unique dans l'histoire universelle. Il est effectivement enregistré que le vendredi 12 octobre 1492, à 2 heures du matin, à deux lieues de l'île de Guanahaní, le navigateur et découvreur génois Christophe Colomb nota dans son journal les premières impressions de la terre qu'il contemplait, dans lesquelles transparaissait une âme surprise et peut-être déjà amoureuse.

A bord de son navire, Colomb écrivait, sur une feuille de papier, son témoignage tout à fait révélateur. Mais il l'écrivait en espagnol et non pas en italien, sa langue maternelle. Et à ce moment-là le miracle commençait à apparaître, sans que le Découvreur en ait l'intuition, comme il en fut pour la dimension de son exploit – il venait de prouver la rondeur de la terre. Parce que cette page du journal de bord de Christophe Colomb commençait l'une des révolutions les plus profondes, significatives et transcendantes de l'Histoire. C'était la première fois qu'on utilisait du papier en Amérique, mais surtout c'était la première fois qu'on employait dans ces contrées la langue espagnole. Les mots ne pouvaient pas exprimer une telle nouveauté et une telle surprise. En dépit de sa richesse – cette langue était l'une des plus développées, l'une des plus belles de l'Europe brillante de la Renaissance –, ni les mots de Colomb ni ceux de ses compagnons espagnols de ses quatre voyages, ni ceux des conquérants et des colonisateurs des années suivantes, ni ceux des auteurs hispaniques du siècle postérieur, n'étaient suffisants pour embrasser la réalité qui s'ouvrait devant eux. Ils durent progressivement être secourus par la langue des Indiens, par les termes irremplaçables des langues, oralement importantes, des natifs de ce continent. Ainsi se produisit la rencontre entre ces différentes composantes linguistiques, non pas au même degré que le mélange des sangs, des habitudes ou de bon nombre de manifestations culturelles. Et cette relation est l'un des signes permanents de notre identité hipano-américaine.

Mais ce qu'il convient de comprendre c'est le rôle de l'espagnol dans le processus de civilisation de notre Amérique. Lorsque l'on regarde

les résultats aujourd'hui, l'on peut dire que la langue apportée par l'Espagne nous a donné une maison spirituelle commune et infinie, où il y a la place pour nos idées, nos habitudes, nos intimités et notre foi. Elle nous a construit un monde propre, un monde hispanique de part et d'autre de l'Atlantique.

Je me permets de supposer que, le jugeant ainsi, certaines des grandes personnalités d'Amérique ont célébré l'action inestimable de l'idiome de la Castille sur le sort de notre culture, sur la définition de nos facultés les meilleures, sur la croissance de notre présence face aux aléas du monde contemporain. Ernesto Sábato, écrivain extraordinaire de l'Argentine contemporaine, fils de père et de mère italiens, sans renier cette origine a déclaré qu'il se sent plus descendant de Cervantès que de Dante, et qu'il ne permettait pas que l'on parle de peuples jeunes à notre endroit parce que nous appartenons au domaine riche et millénaire de la langue espagnole. Et le génial essayiste équatorien Juan Montalvo, reconnu par la critique espagnole au siècle dernier comme le prince de la prose castillane, fit comme nul autre profession d'amour et d'intelligence à l'exploitation de ses secrets et de ses excellences.

J'aspire à ce que ces réflexions contribuent à définir les façons de préserver jalousement la gloire et la beauté de chacune de nos langues: leur intégrité, leur pureté et leurs charmes caractéristiques, leur force de communication et de persuasion dans ces moments incertains et difficiles de la société universelle à laquelle nous appartenons. Essayons que les vertus de la langue s'étendent efficacement parmi les multitudes encore appauvries et frappées par l'analphabétisme, pour qu'elles apprennent à lire le nom de leurs droits. Faisons en sorte que les livres représentatifs des différents horizons régionaux et nationaux puissent parvenir aux principaux centres civilisés du monde, en facilitant leur circulation à l'étranger. N'oublions pas que même dans les capitales d'Europela moitié des foyers seulement ouvrent leurs portes à la lecture.

D'autre part, nul n'ignore que la marée des moyens d'information et l'expansion effrénée des systèmes visuels et télévisuels ultra-modernes, qui nous ont certes fondus dans un seul faisceau humain, avec des palpitations de vie perceptiblement uniformes, ne représentent pas moins une menace de dissolution des identités culturelles qui nous sont propres, et auxquelles nous ne pouvons pas renoncer.

Il conviendrait alors de constater opportunément que cette tendance égalitaire à l'œuvre risque de laminer les excellences propres, et que, par conséquent, elle porte en elle-même une malédiction de platitude et de médiocrité. Que la devise de notre temps soit celle de l'apothéose unanime des langues et de leur puissance créatrice.

Souvenons-nous que dans l'utilisation de la langue comme dans tout acte conscient de l'être humain, il existe, et il faut qu'elle soit respectée, une éthique qui contribue à l'affirmation de valeurs permanentes comme celles du dialogue, la coopération, la permanence des cultures et la création d'une civilisation riche et forte par la diversité et non pas par la prédominance de l'homogénéité.

La différence entre les langues n'implique pas une hiérarchie; une langue est une forme de vie qu'il faut respecter. Tout être humain a droit à s'exprimer dans sa propre langue. Ce sont là des règles simples dont le respect peut contribuer à ce que ce siècle qui commence et tous les siècles suivants soient ouverts aux dialogues des cultures et des civilisations. Dialogues indispensables pour la paix et le progrès de tous.

Allocution de S.E. M. Joaquim Alberto Chissano

Président de la République Mozambique

Monsieur le Président Jacques Chirac, Président de la République française,
Monsieur le Président Gustavo Noboa Bejarano, Président de la République de l'Équateur,
Monsieur Boutros Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie
Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, je voudrais remercier M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, d'avoir bien voulu m'inviter à prendre part à ce colloque dont le thème est "Trois espaces linguistiques face aux défis de la mondialisation". Je tiens également à remercier le peuple, le Gouvernement de la République française et S.E. M. le Président Jacques Chirac pour l'accueil très chaleureux et cordial qui nous a été fait depuis que nous sommes arrivés dans cette merveilleuse ville de Paris. Je souhaite également saluer S.E. M. Gustavo Noboa Bejarano qui représente ici l'Organisation des Etats ibéro-américains.

Cet événement nous donne la possibilité de réfléchir sur les mécanismes qui nous permettront de promouvoir une meilleure coopération entre les organisations ici présentes, et cela afin de pouvoir faire face ensemble aux défis posés par la mondialisation.

Mesdames, Messieurs,

Ce colloque se tient à un moment où notre pays, le Mozambique, est une nouvelle fois confronté à des difficultés très graves suite à des catastrophes naturelles. A peine nous étions-nous remis des

inondations de l'année dernière que de nouvelles inondations se sont battues sur notre pays.

Depuis la fin du mois dernier, les provinces de Sourfala, Tété, Zombézia et Manica dans la région Centre du pays souffrent d'inondations qui ont provoqué des centaines de morts, qui ont entraîné le déplacement de milliers de personnes, sans parler des très grands dégâts en infrastructures et de la destruction de près de cinquante mille hectares de terre cultivable. Cette nouvelle catastrophe naturelle oblige notre gouvernement, une nouvelle fois, à réorienter ses programmes et ses priorités, afin de faire face à cette nouvelle situation d'urgence.

Je tiens à saisir cette occasion pour remercier les peuples ici représentés pour la solidarité dont ils ont fait preuve à notre égard.

Je tiens à remercier la communauté internationale en général pour le soutien qu'elle nous a apporté, car elle a beaucoup contribué à alléger les souffrances des populations touchées.

Mesdames, Messieurs,

Je me trouve ici en qualité de président en exercice de la Communauté des pays de langue portugaise, la CPLP. Il s'agit d'une organisation qui a essayé de renforcer les liens historiques et culturels qui unissent les peuples de langue portugaise, en Afrique, en Asie, en Amérique et en Europe. La CPLP a été créée au mois de juillet 1996. Elle réunit l'Angola, le Brésil, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique, le Portugal, Sao-Tomé et Principe et le Timor Oriental en tant que pays observateur. La CPLP, en tant qu'organisation, repose essentiellement sur trois piliers : concertation politique et diplomatique, coopération, promotion et diffusion de la langue portugaise. Lorsque nous avons créé cette organisation, nous avions comme objectifs de consolider d'abord la réalité culturelle et nationale et la réalité plurinationale qui confère une identité propre aux pays lusophones, pour tenir compte des relations très spéciales qui existent entre nous et l'expérience accumulée au long de ces années de concertations et coopérations très riches. Deuxièmement, nous voulions affirmer la présence, sur la scène internationale, des pays lusophones, qui constituent un espace discontinu sur le plan géographique, mais un espace commun uni par une langue commune. En troisième lieu nous souhaitions réaffirmer notre engagement en faveur des liens de solidarité et de coopération qui

nous unissent par le biais d'initiatives pour la promotion du développement social de nos peuples et par le biais de l'affirmation et de la diffusion croissante de la langue portugaise.

Au mois de juillet 2000, le Mozambique a eu l'honneur d'accueillir le IIIe Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CPLP, qui a adopté la Déclaration de Maputo. Ce sommet a défini les meilleurs mécanismes permettant d'élargir et d'approfondir nos relations, non seulement au sein de la CPLP mais également en nous tournant vers d'autres partenaires internationaux, et c'est dans ce cadre-là que nous considérons l'initiative de renforcement de l'interaction entre nos trois espaces linguistiques.

Comment voyons-nous les résultats obtenus par la CPLP, cinq ans après sa création ?

Nous parvenons à un bilan positif. Je tiens à mentionner les initiatives lancées dans le domaine de la culture, de la santé, de l'éducation, de la formation, des sports, de la justice, de la défense, et dans le domaine bancaire.

Nous avons défini des stratégies permettant l'accès aux nouvelles technologies pour soigner les populations atteintes par le VIH et par les autres maladies opportunistes. En ce qui concerne l'éducation et la formation, non seulement nous avons renforcé la coopération entre les institutions d'enseignement à différents niveaux, mais également nous avons lancé différents projets, parmi lesquels la création de deux centres d'excellence dans le domaine de la gestion des entreprises en Angola et de la gestion des entreprises publiques au Mozambique. Un centre international pour la jeunesse de la CPLP à Sao Tomé et Principe, ainsi que l'Institut international de la langue portugaise dans la République du Cap-Vert. La CPLP a contribué aux efforts de paix et de sécurité internationale. Elle a pris une part active à la quête de paix de la Guinée-Bissau, de la résolution des conflits dans le Timor Oriental et elle ne ménage pas ses efforts pour contribuer à la paix en Angola. Dans ses réalisations, outre les facteurs socioculturels, nous sommes convaincus que la langue représente également un moyen d'union et paix, un vecteur de solidarité. Nous devons continuer à consentir des efforts afin que les espaces linguistiques deviennent à leur tour des espaces économiques par excellence, parce que les nouveaux défis qui sont souvent lancés dans le domaine de l'économie s'accompagnent d'un élément identitaire très important. Dans certains pays de la CPLP, je pense notamment au Mozambique,

le portugais cohabite avec les langues locales. Et dans cette langue, une grande partie des acteurs socioculturels sont exprimés et ces langues revendiquent de plus en plus la possibilité de jouer un rôle actif dans la définition des identités et des savoirs. Le portugais, toutefois, en tant que langue commune à nos huit pays, s'affirme comme une langue de référence historique et culturelle, même si elle ne peut pas couvrir toutes les références culturelles. C'est par le portugais que sont faites les recherches sur les réalités qui leur sont étrangères. C'est elle qui permet d'affirmer la complémentarité entre ces réalités. Nos trois espaces sont profondément marqués par des influences communes. Je citerai entre autres la multiplicité des contacts, des échanges prolongés avec les peuples arabes. Cette coexistence pluricirculaire trouve son expression dans les manifestations culturelles et religieuses architecturales, et dans différents domaines socioculturels ainsi qu'économiques.

Mesdames, Messieurs,

Nous abordons le XXIe siècle et nous trouvons face à nous un grand nombre de défis apportés par la mondialisation. Une interaction plus importante entre les peuples, une disparition progressive des frontières nationales, des identités instables, le temps et l'espace qui sont comprimés. Le temps est passé où nous croyions à une dichotomie: d'une part nous, d'autre part eux, d'une part les civilisés, d'autre part les non civilisés. Ce temps est révolu. Ce temps où certains d'entre nous s'autoproclamaient les civilisés et croyaient avoir une mission de diffusion de la civilisation dans le monde. Le temps de cette dichotomie est passé. Aujourd'hui, nous sommes convaincus que l'humanité est à elle seule une civilisation et nous sommes tous, nous faisons tous partie de cette civilisation, nous comprenons aujourd'hui que ce que nous appelions des civilisations différentes au fond n'étaient que des parties d'un tout de la grande civilisation que nous appelons l'humanité.

Je voudrais ici me rallier à l'idée selon laquelle l'humanité à chaque époque définit une image d'elle-même. Un certain horizon, aussi imparfait soit-il, qui d'une certaine façon l'expérience que l'on y vit et cette image porte en elle-même de l'optimisme et du pessimisme, de l'ordre et du désordre, des certitudes et des incertitudes. Et cela est vrai pour l'époque où nous vivons. C'est pourquoi il n'est pas étonnant que le débat sur la façon de préserver la culture sans porter préjudice à toutes ces valeurs continue à occuper le temps des artistes, des religieux, des chercheurs, des intellectuels et tous ceux

qui s'y intéressent et nous souhaitons que les dimensions des différentes modernités de nos peuples, de nos histoires, puissent être préservées dans ce monde global, préservant nos singularités, nos identités, parce que ces savoirs sont indispensables à la connaissance entre les communautés. Et elles doivent être préservées des tentations de globalisation et d'uniformisation. C'est la raison pour laquelle la culture dont la langue est un véhicule de transmission privilégié, avec sa diversité, sa richesse, doit être l'instrument privilégié de promotion de la paix et de la tolérance dans un monde où les peuples pourront partager de façon équitable ces bénéfices. C'est dans cet esprit que nous prenons part aux différentes initiatives lancées par les Nations unies. Elles ont défini l'an 2000 comme année de la paix et nous nous rallions à la décision de proclamer l'an 2001 comme l'année du dialogue entre les civilisations.

Mesdames, Messieurs,

Le thème de ce colloque, "Trois espaces linguistiques face aux défis de la mondialisation", m'inspire une question :

- Comment définir l'identité commune dans un espace pluriculturel ?
- Comment se manifeste l'identité individuelle et l'identité du groupe dans ce contexte pluriculturel ?
- Est-ce que le multiculturalisme sera un facteur de force ou de faiblesse face à la mondialisation ?

L'identité se définit autour de valeurs et ces valeurs acquièrent davantage de force à mesure qu'elles sont défendues et diffusées dans leur ensemble afin qu'elles acquièrent davantage d'importance pour l'individu et pour la collectivité dans leur espace. Ainsi dans cet espace multiculturel, l'identité individuelle complète le tout et elle trouve sa manifestation dans la structuration des groupes. Et, pour cela, il faut que l'individuel et le collectif fassent partie d'un tout. Le multiculturalisme est également une conséquence de la mondialisation. L'époque de mondialisation doit se tourner vers les phénomènes sociaux, historiques, culturels et doit les définir comme un savoir historique. Face à cette perspective, la mondialisation pourra facilement être confondue avec une nouvelle étape de la domination, d'une répartition inégale des tâches et des responsabilités entre les peuples et les nations. Nous aurions des pays de citoyens de première, deuxième classe et troisième classe. Nous aurions des bénéficiaires d'une part et les parias d'autre part. Il faut trouver la façon de profiter au mieux des avantages qu'on peut en

tirer. Il faut tirer la leçon des enseignements de l'histoire de l'expansion ibérique sur le continent américain par exemple, où le flux de ses valeurs s'est fondu avec les valeurs indigènes, et celles-ci avec celles des esclaves d'Afrique pour donner naissance à la culture ibéro-américaine qui revient en Europe, qui influence la vision et le vécu du monde et de nos peuples. Dans notre monde actuel, le savoir est devenu le principal capital. Nous voyons la vitesse qui caractérise l'économie globale avec les flux financiers, la libéralisation du commerce, les progrès technologiques, tous ces éléments avancent à une vitesse vertigineuse dans une économie qui repose sur les connaissances scientifiques ; les technologies de l'information représentent un facteur fondamental pour leur développement et ce sont eux les responsables de l'interdépendance croissante que l'on constate dans le monde d'aujourd'hui. Toutefois, hélas, la grande majorité des pays en développement, notamment les pays africains, n'ont pas tiré beaucoup de bénéfices de cette révolution numérique, et les défis que nous devons relever consistent à trouver des formes novatrices de mettre à profit les technologies de l'information, afin qu'elles puissent être utilisées pour lutter contre la pauvreté, qu'elles puissent contribuer à partager le savoir entre nos peuples dont l'investissement dans le domaine de l'éducation et cela inclut l'apprentissage de techniques informatiques qui sont indispensables pour le développement humain. Les stratégies des technologies de l'information au niveau régional, inter-régional, national, doivent également porter sur le développement des contenus.

Mesdames, Messieurs,

La fin de la guerre froide a mis un terme à une page noire de l'histoire de l'humanité en mettant un terme à cette menace de destruction globale, en mettant un terme à cette dichotomie idéologique qui avait dominé le monde pendant ces années. Mais pendant la guerre froide, certains croyaient à des lignes de division, à des rideaux de fer pour isoler les parias, les indésirables, pour des raisons idéologiques ou autres, mais aujourd'hui l'isolationnisme est non seulement indésirable sur le plan moral, mais il est également impossible. L'histoire nous a appris que la diversité ne vient pas des rideaux de fer qui séparent les hommes. Les trois espaces linguistiques, dans ce processus de mondialisation, peuvent nous permettre d'éviter l'uniformité culturelle qui découlerait d'une mondialisation uniquement économique et technologique. Au contraire, elle nous permettra de réaffirmer les différentes réalités culturelles en

réaffirmant la diversité du monde sans qu'il y ait d'indésirables. Et j'espère qu'ici tous ensemble nous trouvions des mécanismes qui permettront de meilleurs échanges entre nos peuples, en facilitant et en soutenant des activités culturelles, artistiques, littéraires, scientifiques, commerciales, sportives et tout cela ensemble. L'enseignement de nos langues est fondamental. Je pense notamment au portugais qui s'enrichit tous les jours avec les apports de l'oralité et de la littérature, des activités sociales et culturelles de chaque pays, de chaque région, dans chaque pays lusophone. Je pense au français qui depuis fort longtemps nous a apporté les gallicismes qui ont enrichi la littérature lusophone. Je pense à l'espagnol qui parfois est un peu plus difficile pour nous parce qu'il est trop proche justement du portugais. C'est ainsi que nous devons trouver les mécanismes au niveau officiel, au niveau de la société civile qui nous permettront de renforcer ce que nous avons déjà. Mais, surtout, pour que la révolution numérique puisse apporter ses fruits à tous, il faudra que nous trouvions une langue qui soit commune à cette technologie d'information mais qui défende les langues locales également. Je ne pense pas aux dialectes mais à des langues parlées par des millions d'individus, comme c'est le cas dans les pays africains. Il s'agit du macoua, du chignanja, du chitsonga, du kimbundo, du umbundo, du kicongo, du kiswahili, de l'angola, du balanta et j'en passe.

Mesdames, Messieurs,

Avant de conclure, au nom de la Communauté des pays de langue portugaise, la CPLP, je souhaite réaffirmer notre conviction et notre souhait que ce colloque soit le premier pas d'une coopération beaucoup plus étroite entre nos trois espaces linguistiques.

Nous sommes convaincus que les réflexions qui se dérouleront autour des tables rondes qui auront lieu après cette plénière et avec la participation d'hommes d'affaires, d'intellectuels, d'éminentes personnalités, des fonctionnaires, des spécialistes, trouveront des idées qui nous permettront de relever les défis de la mondialisation et cela au bénéfice de nos peuples et de nos communautés.

Je vous remercie.

Allocution de S.E. M. Jacques Chirac
Président de la République française

Messieurs les Présidents,
Messieurs les Secrétaires généraux,
Monsieur le Directeur général de l'UNESCO,
Monsieur le Recteur,
Mesdames, Messieurs,

Je souhaite d'abord remercier et saluer mon ami, le Président Joaquim Alberto Chissano, président de la République du Mozambique. Et vous me permettrez, cher ami, d'évoquer un court souvenir personnel. C'était en juin 1998. Vous m'aviez invité au Mozambique. Et comme il est de tradition dans ces voyages, je devais rencontrer la communauté française au Centre culturel. Et vous aviez tenu à venir saluer personnellement, ce qui n'est pas la tradition, les Français de Maputo, vous aviez tenu à leur dire, dans un français impeccable, votre désir de voir le Mozambique associé à l'aventure francophone. Et nous avions été très touchés, venant de vous, qui vous exprimez indifféremment et parfaitement dans deux grandes langues africaines et quatre grandes langues européennes. C'est quelque chose qui nous avait fait un particulier plaisir et je suis heureux de vous voir aujourd'hui représentant la communauté lusophone.

Je salue également le Président Gustavo Noboa, président de la République de l'Equateur et je lui souhaite la bienvenue en France. Votre présence à Paris, Monsieur le Président, nous honore. Vous portez la voix des hispanophones, et d'abord de ceux d'Amérique latine. Votre pays incarne la pluralité des peuples et des cultures. Je vous remercie de participer à cette rencontre.

Rencontre qui se tient à un moment critique. En cette "Année du dialogue entre les civilisations", des hommes ont entrepris d'effacer les témoignages du dialogue engagé au Gãndhãra par l'Orient et l'Occident, voici plus de deux mille ans. Avec les Bouddhas de Bamyan vieux de quinze siècles, ce sont aussi les trésors du Musée de Kaboul, du Musée de Ghazni, du Musée de Hérat qui sont hélas saccagés: les torses gréco-bouddhiques, les Bodhisattvas à visage d'Aphrodite ou de Ganymède qui évoquaient la rencontre des soldats d'Alexandre avec les cavaliers des steppes et les ascètes de l'Inde. Tout cela rejeté dans le néant.

Monsieur le Directeur général de l'UNESCO, je salue vos efforts et ceux de votre envoyé spécial, l'ambassadeur Pierre Lafrance. L'irrémédiable a été accompli, c'est vrai, mais nous devons continuer à agir, au nom de la civilisation, avec l'espoir de sauver ce qui peut encore l'être.

Acte barbare et injustifiable, ces destructions sont inspirées par l'obscurantisme qui conduit aussi à l'inacceptable et honteuse humiliation des femmes et à la répression des libertés en Afghanistan. A ceux qui hésitent, à ceux qui doutent, elles rappellent les dangers du fanatisme et le devoir de tolérance. Le monde a besoin de nouer les fils d'un dialogue confiant entre les civilisations. Où chacun se sente respecté dans ce qu'il a de plus cher: ses convictions, ses racines, ses traditions. Mais où chacun aborde l'autre, celui qui vient d'ailleurs ou du passé, dans un esprit d'ouverture et de déférence. Un dialogue qui prévienne l'autisme culturel, les rébellions contre la modernité.

Notre rencontre doit y contribuer. En notre nom, j'en remercie l'artisan, notre ami Boutros Boutros-Ghali. Aujourd'hui, cher Boutros, je souhaitais vous rendre hommage car, depuis le sommet de Hanoi en 1997, vous avez inventé et pleinement affirmé la fonction de Secrétaire général de la Francophonie.

Monsieur le Secrétaire général, qui mieux que vous pouvait saisir les enjeux de la diversité au nom de la Francophonie un tel rapprochement! Chrétien en terre d'Islam, fils de ces Coptes qui nous relient à l'Egypte ancienne, francophone en terre arabophone, Africain d'Orient, artisan de la paix lorsqu'elle semblait insaisissable, vous êtes par naissance et par culture à la croisée des chemins. Vous êtes l'homme des conciliations improbables. A la tête de la Francophonie, vous n'avez de cesse d'organiser le front commun des

civilisations contre le risque d'uniformisation que porte la mondialisation.

Vous et moi, cher Boutros, nous partageons la même conviction. Dans un monde de plus en plus ouvert aux idées aussi bien qu'au commerce, aucune collectivité ne survivra repliée sur elle-même. Réussir dans la mondialisation, c'est s'ouvrir aux échanges et apporter au monde autant que l'on reçoit du monde. Un déficit commercial prolongé affaiblit un pays. Mais un déficit durable dans les échanges d'idées produit des effets bien plus pernicieux encore. Face à la puissance d'un système dominant, il appartient aux autres de se réunir et de se rassembler pour restaurer l'égalité des chances et faire entendre leur voix.

La Francophonie ne saurait mener seule ce combat qui n'est pas le combat de la seule Francophonie. Ce qui a réuni les francophones et fonde leur action aujourd'hui –l'esprit de solidarité, la passion de la diversité, la volonté d'une mondialisation au bénéfice de tous, le souci de préserver toutes les chances pour l'avenir– a aussi réuni d'autres familles linguistiques et culturelles, avec des traits communs, avec les mêmes desseins.

Il y a bientôt un an, à votre initiative déjà, l'Institut du Monde arabe accueillait la première rencontre entre arabophones et francophones. Aujourd'hui, le dialogue des cultures franchit une nouvelle étape. Nous engageons le rapprochement, naturel, évident, fraternel, de nos communautés hispanophone, lusophone, francophone et même italophone, puisque nous comptons parmi nous le Secrétaire général de l'Union latine.

A travers nos cinq organisations, 79 Etats et gouvernements, de tous les continents, représentant un milliard deux cents millions de femmes et d'hommes, témoignent de leur volonté de rester eux-mêmes, de mettre la mondialisation à leur main, de peser de tout leur poids politique, économique, démographique. Au-delà des enjeux immédiats, nous avons en commun une vision du monde.

Notre alliance, c'est l'espoir et la volonté de mieux la réaliser. En effet, que voulons-nous ?

Nous voulons un monde en paix. La paix intérieure d'abord, pour tous les Etats qui abritent des communautés distinctes par la langue, la

religion, l'origine ethnique, la culture. Des communautés pour qui, souvent, nos trois langues ne sont pas les langues maternelles, mais un héritage subi avant d'être assumé. Des communautés dont souvent l'une fut envahie par l'autre et parfois se sent encore meurtrie.

L'expérience nous enseigne que le développement économique ne suffit pas à assurer une coexistence harmonieuse. Il faut aussi des institutions qui organisent le dialogue, la transmission des valeurs, la cohabitation des cultures, qui garantissent le respect des minorités et le respect des plus vulnérables.

La France, qui s'est construite par l'affirmation d'une identité nationale unique, sait combien il est difficile à trouver, cet équilibre entre un communautarisme réducteur et un individualisme mutilant. Nous gagnerions à échanger nos expériences nationales sur ce sujet pour ne pas rester enfermés dans nos problèmes et trouver dans la confrontation des points de vue des solutions nouvelles.

La paix internationale aussi. Je ne partage pas la crainte d'un "choc des civilisations", d'un affrontement nécessaire entre grandes aires culturelles, après l'affrontement des nationalités. Je crois même aux vertus du grand brassage des hommes et des idées, à la faveur des progrès technologiques, pour donner à chacun la notion de sa juste place et de celle de l'autre. Mais je constate que bien des conflits se nourrissent non seulement de la volonté de puissance et de l'appropriation des ressources, mais aussi de l'intolérance, des préjugés entre peuples voisins aux histoires et aux traditions rivales. Et je suis sensible au potentiel déstabilisateur d'un monde où se heurteraient sans frein des ambitions universalistes concurrentes.

Comment être plus efficaces face aux conflits armés, par des médiations, des processus de paix? Comparons nos expériences et unissons nos efforts, par des programmes d'échanges et de coopération. A l'ONU, concertons-nous davantage et agissons ensemble sur des projets communs. Décidons par exemple que nos pays, ratifiant ensemble le statut de la Cour pénale internationale, provoqueront dès 2002 son entrée en vigueur. La France le proposera à ses partenaires lors du Sommet francophone de Beyrouth.

Nous voulons un monde où s'incarne notre idéal humaniste. Un monde qui respecte les droits de l'Homme et la démocratie, comme

l'ont affirmé les francophones, récemment, à Bamako. Un monde qui maîtrise les fléaux et les excès de la mondialisation; qui en réduise les inégalités et les risques ; qui en freine les appétits prédateurs. Solidarité Nord-Sud, développement durable, préservation et répartition des ressources naturelles, protection de l'environnement et de la biodiversité, respect de la bioéthique : dans tous ces domaines, la confrontation des modes de raisonnement, des systèmes d'organisation, des valeurs, des aspirations et des sagesses peut offrir des solutions inédites.

Les civilisations premières tiennent ici une place particulière. Elles sont menacées d'extinction, alors que devient plus urgente l'élaboration d'une nouvelle éthique planétaire capable de gérer l'avenir de l'homme en gardant en mémoire son origine et ses liens avec le milieu naturel dont il ne peut pas se dissocier. Et je me réjouis que tant de nos pays aient engagé l'indispensable travail de mémoire pour les reconnaître, consacrer leur apport au génie de l'humanité, organiser leur représentation. Nous qui, pour beaucoup, comptons en notre sein des communautés premières, unissons-nous pour faire adopter par l'ONU cette Déclaration des droits des peuples premiers qui n'a encore que trop tardé.

Nous voulons un monde qui célèbre sa diversité dans l'expression des valeurs universelles.

Cela passe d'abord par la bataille des langues. Il nous faut réaffirmer solidairement le principe du multilinguisme dans la société internationale. Veillons à ce que nos langues gardent droit de cité dans les négociations internationales. C'est un préalable. A condition que nous soyons vigilants, notre nombre et notre influence peuvent faire la différence. Et je propose que nous nous retrouvions systématiquement dans chaque organisation multilatérale pour y faire valoir ce droit.

Nous devons instituer un véritable plurilinguisme dès l'école. Ce combat, nous sommes quelques-uns à l'avoir engagé au sein de l'Union européenne. Et nous devons maintenant l'étendre à tous nos pays. Il s'agit d'organiser, dès le plus jeune âge, l'enseignement d'une langue étrangère puis, dès le collège, d'une deuxième langue étrangère. Il s'agît d'éveiller, chez les générations à venir, la curiosité de l'autre, de leur permettre de vivre la langue, non plus comme l'obstacle qu'elle demeure trop souvent, mais comme une invitation à la rencontre.

L'accès universel à l'information est devenu l'une des clés de la modernité. Nous devons investir massivement les réseaux de l'information et réussir ce défi: la démocratisation des nouveaux outils de la communication et notamment d'Internet.

Je propose la création d'un portail des cultures latines sur Internet, qui fasse le lien entre nos sites culturels et scientifiques. Il permettrait à chacun d'accéder gratuitement à tous les trésors de nos domaines publics : bibliothèques, médiathèques, cinémathèques, musées, universités, établissements scientifiques. Nos organisations peuvent être les initiatrices de ce réseau du patrimoine et du savoir.

C'est aussi, et peut-être d'abord, sur le terrain économique et commercial que nous devons nous mobiliser. La diversité culturelle a rejoint l'environnement, les normes du travail et les pratiques anticoncurrentielles parmi les enjeux de la libéralisation du commerce et de l'investissement. Signe des temps: il y a un an, au Sommet d'Okinawa, les chefs d'Etat et de gouvernement du G8 ont abordé cette question.

Nous portons le même regard sur la création et la culture. Je pense à vous, Jorge Semprún qui nous ferez l'honneur de clore cette rencontre. Grand écrivain qui mêle les cultures hispanophone et francophone, vous êtes vous aussi un passeur. L'un de vos livres, "*L'Ecriture ou la vie*", me vient à l'esprit. L'écriture ou l'art, pour vivre ou survivre, pour dénoncer, crier sa souffrance ou sa joie, soupirer d'amour, prendre à témoin, garder espoir. Décidément, non, la création ne sera jamais un produit comme les autres. Elle est d'une autre nature, d'une autre essence. Elle obéit à une autre nécessité: celle de l'âme. Elle doit être soutenue.

Bien sûr, la culture se diffuse aussi par les canaux du commerce et doit circuler librement. Bien sûr, la mondialisation a bouleversé la conception et le rôle des Etats comme elle a bouleversé les notions d'espace et de temps, comme elle estompe les frontières physiques et les souverainetés. Mais il revient à l'Etat d'organiser un environnement juridique, fiscal, social, intellectuel ou industriel qui favorise l'épanouissement des œuvres. Il lui revient d'aider la production et l'exportation culturelles qui, lorsqu'elles empruntent la voie de la création originale et naissent d'une autre langue que l'anglais, ne franchissent pas aisément le seuil de la rentabilité. Il revient à nos Etats d'examiner ensemble comment mieux soutenir la production des cinémas et des télévisions de langues latines. Il leur revient de

s'unir résolument, pour préserver la diversité culturelle à l'Organisation mondiale du commerce.

Allons plus loin, et faisons reconnaître par l'UNESCO ce droit à la diversité culturelle. Un groupe d'Etats, dont la France, réfléchit à une déclaration universelle qui en constituera l'acte fondateur. Il faut l'appuyer.

Sur tous ces sujets, il nous faut des projets concrets et je propose que nos cinq Secrétaires généraux scellent notre alliance par un accord qui précisera les domaines de coopération et établira le suivi de leur réalisation.

Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs,

Préserver la diversité des langues et des cultures, comme la diversité des espèces vivantes, sera l'une des grandes tâches de ce siècle. Le monde de demain, nous le voulons riche, foisonnant, multiple, créatif. Parce que telle est la grandeur du vivant et tel est le génie de l'humanité. Parce que le progrès naît de la confrontation des idées et des valeurs, du dialogue des civilisations.

Et nous, communautés linguistiques de tradition latine, nous le savons bien. De par nos origines, nos histoires, avec leurs tragédies mais aussi leur grandeur. Mieux que d'autres, nous savons combien l'on apprend et combien l'on gagne par le dialogue pacifique des peuples.

Il y a bientôt deux ans, j'étais l'invité du Président Fernando Henrique Cardoso à Rio lorsque Carlos Fuentes reçut le Prix de la latinité, décerné pour la première fois. Je me rappelle par quels mots Carlos Fuentes évoqua alors le rôle à venir de notre grande communauté latine. "Elle est, cette communauté, disait-il, la somme de ses parties. Elle inclut et jamais n'exclut. En ne méprisant personne, elle nous libère tous. Elle doit être la caravelle, le vaisseau-amiral d'un XXIe siècle qui sera divers ou ne sera pas."

Jadis à la Sorbonne, écoliers et clercs, venant des quatre coins de l'Europe, de Cracovie, Bologne, Salamanque, Coïmbra, Cambridge, Heidelberg, se retrouvaient pour dialoguer dans cette langue latine qui leur était commune et qui continue de vivre à travers nos héritages respectifs. De leurs échanges naquit une vision du monde

pétrie de science, de raison, de liberté. Puissent notre réunion, les projets qu'elle va lancer, les résolutions que nous adopterons, esquisser un humanisme universel. Un humanisme pour le XXIe siècle !

Je vous remercie.

Présentations des Organisations partenaires

Discours de M. Francisco José Piñón
Directeur général de l'Organisation des Etats Ibéro-américains

Merci Monsieur Boutros Boutros-Ghali,
Mesdames, Messieurs,

Les langues, dans leur richesse et dans leur complexité, peuvent être l'objet de diverses approches, allant de la perspective politique, qui permet de fixer des cadres d'orientation à partir desquels on peut lire les axes qui déterminent les caractéristiques fondamentales de leur problématique, à celle de l'analyse de leurs composantes, qui apporte un éclairage sur la question.

Au cours de ces dernières décennies, la dimension inquiétante acquise par la révolution technico-scientifique a engendré une série de mutations aussi profondes qu'inattendues. Ce processus de mutation s'est produit avec une vitesse telle qu'il s'est répandu, inévitablement, au sein des sociétés, un sentiment d'incertitude et d'ambiguïté.

L'époque que nous vivons est porteuse d'opportunités. C'est la raison pour laquelle il faut relever les incertitudes et les transformer en instrument pour le développement plein et entier des aptitudes et des capacités.

La perception du présent comme un horizon obscur, fruit de l'affaiblissement des paradigmes qui orientaient jusqu'ici la lecture du devenir, laisse maintenant a la place à de nouvelles matrices de pensée, qui se génèrent dans l'effort de compréhension du moment historique que nous vivons.

Dans ce cadre, où coexistent des doutes et des certitudes, des craintes et des opportunités, la question pour la culture devient impérieuse. Face à cela, il faut adapter les ressources théoriques et conceptuelles pour donner une réponse efficace aux défis du présent, compte tenu notamment de leur caractère de nouveauté historique.

Et, au cours d'une telle réflexion, l'identification d'œcoumènes culturelles – en tant qu'espaces de consolidation de modes et de styles de production symbolique – est extrêmement utile pour faire face au processus de configuration des acteurs qui vont bâtir la société planétaire naissante et les paradigmes qui la sous-tendent.

Dans le cas de l'Ibéro-amérique, la définition et la construction de son identité sont caractérisées par la multiplicité des peuples, tant dans la péninsule Ibérique qu'en Amérique, qui, par le biais de rencontres et de "mésencontres", produisent une filiation spécifique.

La consolidation de la langue espagnole sur toute l'étendue du territoire a permis la communication entre communautés qui auparavant ne se connaissaient pas, ou ne faisaient que s'apercevoir. Et grâce à ces échanges il a été possible de construire en commun une culture qui est allée au-delà des frontières de la péninsule, et que nous retrouvons aujourd'hui vigoureuse et ouverte au monde.

Un processus similaire a connu la langue portugaise, qui apporte à notre région une pluralité qui élargit son identité. Les perspectives actuelles en matière d'enseignement massif des deux langues, à travers l'éducation élémentaire, ouvrent de nouveaux horizons culturels, auxquels on n'osait guère songer auparavant.

Voici les raisons pour lesquelles nous pouvons, en tant qu'Ibéro-Américains, nous reconnaître comme membres d'une œcoumène qui, définie par l'unité dans la diversité, nous pousse à aménager nos potentialités de manière à nous constituer en sujets de dialogue, protagonistes d'une rencontre des différents.

La question des formes de protagonisme à venir, et, par conséquent, celle des sujets historiques qui vont l'exercer, prend à l'heure actuelle une importance particulière.

Je suis persuadé qu'au nombre des enjeux de la société mondiale prise dans son ensemble, l'un des défis les plus urgents est de savoir comment les identités diverses par lesquelles se manifeste la

condition humaine vont trouver un espace, une modalité d'épanouissement harmonieux. Reprenant la formule très lucide d'Alain Touraine, la question la plus dramatique qui hante l'humanité est celle de savoir si nous pourrons vivre ensemble. La question de la coexistence, c'est-à-dire de la manière dont doivent s'intégrer des sociétés, est celle de la culture.

La langue, composante fondamentale de la culture, acquiert, en même temps que développe son aptitude de communication, ses potentialités en tant que constituant d'identité. C'est pour cela que la thématique du langage ne peut pas être abordée séparément à la trame culturelle qui le contient, car même sous son aspect communicatif il détermine les structures sémantiques.

C'est pourquoi le traitement des questions de langue mène nécessairement aux questions d'identité, parmi lesquelles notamment – compte tenu des thèmes qui nous réunissent ici –, l'affirmation qu'il n'y a pas d'identité sans relation. L'identité n'est pas seulement un geste d'autonomie mais implique nécessairement l'altérité, le lien avec l'autre. Selon les termes de Manuel Castells : "Le sens symbolique d'une identité collective et le sens pour ceux qui s'y identifient ou s'en excluent est déterminé selon qui et pour qui on la construit."

Compte tenu des enjeux que nous avions identifiés comme étant prioritaires, c'est sur ce point que se pose la question la plus importante: la Langue, en tant que lien, conduit-elle inexorablement à un exercice de domination ou de dialogue ?

La volonté de mettre l'accent sur les capacités de dialogue – ou d'instrument de relation – de la langue nécessite une volonté politique, un choix basé sur un effort permanent pour affirmer sa condition de lien, en dépit de ses potentialités comme instrument de soumission.

Considérer les langues comme instruments du consensus créateur constituera sans doute un pas important vers le développement des opportunités de coexistence – c'est-à-dire davantage liées au respect mutuel qu'à l'exercice du pouvoir –, dans la définition du type de relation entre les personnes et entre les sujets collectifs.

Mais cette possibilité de progrès est étroitement liée à la capacité de resignifier, c'est-à-dire de donner de nouveaux sens aux signifiants

établis. Il s'agit de l'aptitude pour transformer la même langue qui était autrefois instrument de domination en un outil facilitant la compréhension, l'entreprise commune.

Depuis l'Ibéro-Amérique, que nous avons déjà reconnue comme unie dans la diversité, nous souhaitons que l'affirmation et le développement des langues qui la structurent et qui lui permettent de participer au concert des nations n'impliquent pas l'annulation des autres langues qui, quoique moins étendues, manifestent autant de modes de parcourir l'histoire.

Voici les principaux défis auxquels font face les langues aujourd'hui. Sûrs du pouvoir créateur, dignificateur du dialogue, nous venons ici le soumettre à la considération de visions certes diverses, mais qui ont une finalité convergente : construire un monde uni, un espace commun pour le développement de toutes les potentialités, sans recourir à l'annulation des modes propres et inaliénables, mais à partir de l'appréciation des différences créatives.

Nous sommes mus par la conviction du pouvoir créateur et éclaireur de la parole, son aptitude à voiler mais surtout à dévoiler, sa capacité à produire de la réalité. Tout en reconnaissant que, comme le poète Leopoldo Maréchal nous prévint, l'acte de nommer nécessite une grande prudence, car "... lorsque l'on reçoit un nom, on reçoit également un destin...".

L'Organisation des Etats ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture, en accord avec les autres organismes autour de cette table, vous appelle à ce dialogue des cultures, en étant convaincus que, ce faisant, nous réaffirmons une méthode, nous consolidons une voie pour que le monde soit construit par le biais de notre patrimoine principal: la diversité culturelle, notre diversité créative.

Merci à tous de participer à cette œuvre.

Discours de M. Bernardino Osio

Secrétaire général de l'Union latine

Messieurs les Secrétaires généraux,
Messieurs les Chefs de missions,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec plaisir et beaucoup d'intérêt que l'Union latine a accepté de collaborer à l'organisation de ce dialogue entre les trois grands espaces linguistiques néo-latins.

Au nom de l'Union latine je tiens vivement à remercier M. Boutros Boutros-Ghali pour nous avoir conviés à cette occasion, qui n'est, du reste, qu'un corollaire logique de toutes les activités développées par l'Union latine depuis sa fondation.

Créée en 1954 à l'initiative du Gouvernement français avec une intuition que l'on peut qualifier de prophétique, l'Union latine a comme but institutionnel de diffuser et de défendre les valeurs de la latinité, les valeurs de la grande civilisation que Rome, d'abord toute seule et ensuite par ses enfants, l'Italie, la France, l'Espagne, le Portugal (les sœurs latines), a semées dans le monde à travers les siècles.

Il était fort difficile, il y a cinquante ans, de prévoir une si rapide accélération des moyens de communication qui réduiraient les dimensions d'espace et de temps de notre monde, et en même temps il paraissait improbable de voir se profiler à l'horizon le fantôme de la globalisation culturelle.

L'histoire de l'évolution de l'Union latine, regroupant aujourd'hui trente-cinq Etats qui reconnaissent dans la latinité l'élément

fondateur de leur individualité, s'est adaptée aux exigences historiques de notre temps. On peut dire que l'Union latine s'est occupée jusqu'à présent et prioritairement de la diffusion dans le monde des valeurs de la latinité; mais à mesure que s'accélèrent les processus de globalisation politique et économique, l'Union latine a commencé à se rendre compte qu'elle vivait dans une forteresse assiégée et qu'elle devait porter toujours plus d'attention, non seulement à la diffusion, mais aussi à la défense des valeurs de la latinité, dans toute la gamme de ses variantes.

La Déclaration de Lisbonne, signée le 7 avril 1997 par les Etats membres de l'Union latine, en témoigne. Dans cette déclaration on reconnaît le danger d'un appauvrissement de l'humanité comme conséquence de l'uniformité culturelle, d'une monoculture imposée.

Se battre pour préserver l'espace culturel et linguistique latin, conclut la Déclaration de Lisbonne, est un devoir fondamental des Gouvernements des pays membres de l'Union latine. Le temps est arrivé de développer des actions, des stratégies destinées principalement à renforcer les défenses de cette forteresse assiégée.

Les premières actions à privilégier dans les prochaines années seront donc celles qui permettront une meilleure prise de conscience par les citoyens des pays latins des valeurs essentielles dont ils sont porteurs et héritiers: la grande organisation juridique héritée de Rome, les exigences de justice, d'équité, de liberté, de pluralisme, les concepts mêmes de mesure et de symétrie, d'élégance, la grande famille linguistique, les grandes littératures qui en découlent, la grande civilisation artistique latine, etc.

C'est dans cet esprit de prise de conscience que l'Union latine a décidé de célébrer, à partir de cette année, chaque 15 mai, le Jour de la Latinité dans tous les pays membres de l'Union latine. Monsieur Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation de la Francophonie, a accepté d'aller à Rome pour y célébrer le Jour de la latinité au Capitole. J'en profite pour le remercier et pour lui assurer que Rome, berceau de la latinité, sera heureuse et honorée de pouvoir l'accueillir.

De la prise de conscience naît l'exigence d'une quête toujours plus grande, à l'intérieur même de l'archipel latin, de la connaissance des valeurs que chaque membre de la famille latine a su conserver et développer.

D'autre part, dans ces domaines, l'Union latine a déjà développé des programmes d'action visant à atteindre ces fins, comme des expositions ou des prix littéraires, comme une politique linguistique et de méthodologie pour développer le plurilinguisme, une action profonde de terminologie dans le but principal d'éviter le recours à des termes importés d'autres langues quand les langues romanes représentent une mine infinie de termes et de bases pour en créer de nouveaux, aptes à exprimer les concepts que les nouvelles technologies demandent constamment.

Mais il faut également renforcer la forteresse en développant, en coordination avec les Etats membres, des actions concrètes, des nouvelles stratégies, des plans de conservation de notre immense patrimoine culturel, surtout dans les zones de l'archipel latin les plus éloignées et les plus exposées au chant des sirènes d'autres civilisations, peut-être moins anciennes et moins nobles, mais dotées de moyens politiques, économiques et techniques dominants.

C'est surtout dans ce domaine que l'Union latine, malgré ses moyens modestes, souhaite entreprendre des actions nouvelles et originales à travers l'usage des nouvelles technologies, comme par exemple les actions impliquant le cataloguage muséographique, les bibliothèques et les archives, l'appui à la restauration d'œuvres, la promotion des colloques sur les événements du passé, qui ont été des étapes fondamentales sur le chemin historique de la latinité. Aussi, dans le domaine du droit – qui est une des gloires de la latinité –, le champ d'action qui nous attend est immense.

Nous voulons également intervenir dans le domaine stratégique de l'audiovisuel. La nécessité d'une protection de la télévision et du cinéma latins fait l'objet de plus en plus de demande d'aides. Récemment à Rome a été mis en place un Observatoire pour le cinémalatin. Il a demandé la collaboration de l'Union latine. Ainsi, l'Union latine a déjà pris en charge la restauration de nombreux films de l'histoire du cinéma latin, a donné son appui aux festivals de cinéma latin en Europe et a promu des formations techniques pour de jeunes metteurs en scène, scénographes et scénaristes issus des pays latins.

Les défis qui attendent non seulement l'Union latine mais aussi, individuellement et collectivement, les pays latins sont nombreux. Je me limiterai à citer, comme exemple, dans le domaine de l'audiovisuel, la question de la protection de la propriété intellectuelle

menacée par des doctrines néolibérales en contraste avec le concept latin de propriété intellectuelle qui protège les produits dans toutes les phases de leur circulation et consommation. Les problèmes de tutelle de la culture matérielle et spirituelle, du patrimoine culturel, de la propriété intellectuelle et, pourquoi pas, du paysage devraient motiver de plus en plus les gouvernements latins et leurs organisations intergouvernementales.

L'Union latine désire collaborer avec les autres organisations intergouvernementales qui ont les mêmes buts: déjà ont été signés des accords avec la Dante Alighieri de Rome, avec la Fundación Histórica Tavera de Madrid, avec l'Academia Rumena de Bucarest : c'est une véritable politique de coopération qu'on veut établir sur une large échelle.

Les accords, toujours plus nombreux, d'intégration économique régionale et transatlantique (comme par exemple celui entre le MERCOSUR et l'Union européenne) devraient prendre en compte avec beaucoup plus d'attention les questions de tutelle de la culture.

Pour ce qui la concerne, l'Union latine s'engage à accroître ses programmes de coopération, de diffusion et de défense de la latinité et se propose d'être, pour les pays latins, un instrument pour aider à concrétiser les excellentes propositions programmatiques de la Déclaration finale de la Conférence des ministres des pays de l'Union européenne et de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'enseignement supérieur qui s'est tenue à Paris le 3 novembre 2000.

Peut-être la création d'un espace d'enseignement supérieur Europe-Amérique latine (et pourquoi pas une Université euro-latino-américaine) serait de nature à élaborer un véritable dialogue, sur des bases d'égalité, entre les grandes aires culturelles de la latinité. Ainsi renforcée, la latinité pourrait finalement sortir de sa forteresse assiégée, et contribuer à la création d'un monde multipolaire, solidaire et gardien de toutes les identités culturelles.

Discours de Monsieur Jorge Lozoya
Secrétaire de la Coopération Ibéro-américaine

Merci beaucoup, Monsieur Boutros Boutros-Ghali
Bonjour, Mesdames et Messieurs,

Après les éminentes interventions que nous avons entendu de la bouche même de trois présidents de la République, je pense que nous, en tant que secrétaires des organisations, nous avons pour tâche davantage d'écouter ce que vous, avec votre expérience et vos connaissances, pourrez dire au cours de ces deux journées de réflexions, d'analyse et de propositions d'activités en commun. Pour ma part, je voudrais tout simplement mettre l'accent sur certaines caractéristiques générales de la coopération ibéro-américaine.

La coopération ibéro-américaine participe et participera à tous les forums sur la diversité pour occuper l'espace qui, dans le cadre de la mondialisation, revient aux dix-neuf nations latino-américaines, à l'Espagne et au Portugal, qui constituent notre communauté de nations avec 550 millions d'habitants. La coopération ibéro-américaine est redynamisée tous les ans, dans le cadre des Sommets ibéro-américains des chefs d'Etat et de gouvernement qui, cette année, rentre dans sa deuxième décennie de concertation politique et de coopération au service du développement.

Conséquence de l'effort de nos chefs Etat et de gouvernement tout au long de ces dix années, c'est l'existence d'un réseau complet de coopération ibéro-américaine. Cette coopération se fait dans tous les domaines de l'activité professionnelle, les médias, l'éducation, les arts, la science, avec la participation de dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui œuvrent dans des projets spécifiques dont l'objectif

majeur est le rapprochement permanent et la constitution de cette communauté des nations ibéro-américaines que nous sommes en train d'ériger, selon une approche participative.

Pour nous, l'univers ibéro-américain est défini avant toute chose par deux langues universelles, l'espagnol et le portugais. Nous partageons avec Monsieur le Président Chirac l'idée qu'il vient d'exposer, à savoir que cette identification à deux grandes sphères de la civilisation universelle n'exclut pas d'une part la diversité propre à chacune de nos nations, et d'autre part la présence active et la collaboration avec d'autres aires culturelles et de civilisation de la planète, comme c'est le cas aujourd'hui de la Francophonie.

Je voudrais également signaler que notre propre patrimoine, celui des vingt et une nations qui constituent le monde ibéro-américain, est pluriel, linguistiquement et culturellement, et le sera au fur et à mesure qu'avanceront les processus démocratiques : à l'heure actuelle on parle en Espagne quatre langues quotidiennement; au Mexique, cinquante-deux langues indiennes réapparaissent dans les conversations courantes, et le ministère de l'Education transmet des programmes dans vingt-cinq langues indiennes également. Ce sont là des exemples, et je pourrais dire combien la présence ibéro-américaine est forte dans les espaces culturels du futur mais en partant de cette diversité qui est ancrée avant toute chose dans ces deux langues extraordinaires qui sont l'espagnol et le portugais.

Je voudrais également mettre en exergue le fait que le Portugal et le Brésil sont fondamentaux dans cet espace ibéro-américain. Nous sommes fiers de ce patrimoine multiculturel, de la riche diversité de ses sociétés démocratiques et des progrès significatifs du développement économique et social de ces pays. C'est la raison pour laquelle nous affirmons que nous ne pouvons pas concevoir l'ibéro-américain sans le Brésil et le Portugal.

Quels sont les axes de travail de la coopération ibéro-américaine ? Quelle est la proposition que nous vous apportons pour avancer vers l'étape suivante de dialogue intense avec les communautés ici représentées? Ce qui nous intéresse, au premier plan, c'est le dialogue culturel, le dialogue culturel qui souligne la force, la vigueur de nos traditions multiples et démocratiques, qui fasse ressortir le potentiel considérable de nos beaux-arts. Et je rejoins sur ce point ce qu'a dit le Président de la République française: il est impératif dans ce moment de globalisation que nous travaillions plus intensément au progrès

des industries culturelles, des sciences et des technologies de l'information et des moyens de communication de masse. Du point de vue ibéro-américain, nous voyons dans cette participation aux industries culturelles, aux moyens de communication et à l'utilisation et au progrès de l'informatique, la garantie d'une présence plus vive, plus énergique de nos civilisations dans le devenir de la mondialisation.

Je conclus en disant que, dans le système ibéro-américain, il revient à l'Organisation des Etats ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture – dont nous sommes très fiers, et qui est dirigée par M. Francisco Piñón de façon très intelligente – la conception et la mise en œuvre de programmes éducatifs et culturels ibéro-américains et, depuis l'année dernière, très heureusement, la conception et l'exécution au niveau du secrétariat des réunions ministérielles qui se tiennent chaque année dans le domaine de l'éducation et de la culture de nos vingt et un pays. De sorte que la présence active de l'OEI au sein du comité d'organisation garantit du point de vue de la coopération ibéro-américaine la présence effective des projets et des initiatives véritables de coopération que nous pouvons, dans le monde ibéro-américain, mettre ensemble sur la table pour resserrer le dialogue entre nous.

Je vous remercie.

Discours de Mme Dulce María Pereira
Secrétaire exécutive de la Communauté des Pays de langue portugaise

Mesdames, Messieurs,

Je commence mon propos en saluant de façon particulièrement affectueuse et en félicitant M. Boutros Boutros-Ghali, qui a réussi cette alchimie extraordinaire qui consiste à nous réunir pour que nous traitions de ce qui nous est commun et de la diversité de nos trois mondes.

J'aimerais tout d'abord dire qu'il est tout à fait particulier de pouvoir utiliser notre langue portugaise dans un forum international. C'est là une conquête que nous considérons fondamentale, surtout lorsque le dialogue se fait en pensant à la diversité de notre cheminement dans l'histoire de l'humanité. Parler du monde lusophone, cela veut dire parler d'une histoire extraordinairement riche qui se matérialise d'une certaine manière dans la Communauté des pays de langue portugaise, dont l'organisation formelle en 1996 n'est que l'aboutissement d'un long trajet africain, européen, américain, asiatique qui lui aussi définit des aspects fondamentaux de l'histoire de l'humanité. Si Magellan, lorsqu'il prouva que la terre était ronde, a pu permettre que nous nous rencontrions tous pour construire et créer, c'est aussi à partir de ces grandes navigations que commence notre histoire diverse.

Notre rencontre s'est matérialisée à un moment précis par le plus grand déplacement d'êtres humains jamais organisé, l'esclavage; elle a donné lieu à de nouvelles cultures, comme les cultures afro-indiennes, les cultures européennes marquées par les cultures arabes et juives, les cultures africaines vivant une forte influence européenne

et aujourd'hui latino-américaine, les cultures européennes qui connaissent elles aussi une influence africaine. Mais surtout, des cultures politiques se sont retrouvées depuis ce grand moment des navigations, qui donnèrent lieu à la République des Palmaires, la première grande république des Amériques, à l'indépendance des pays africains qui ont engendré de nouveaux concepts de démocratie, de droits de l'Homme, de droits sociaux et économiques, ou encore à l'extraordinaire révolution des Œillets au Portugal. Et aujourd'hui, cette rencontre au sein d'une grande communauté va produire, de façon articulée, un nouveau moment de développement partagé avec ce que l'on appelle bien souvent les autres, les autres peuples, les autres mondes qui, en fin de compte, sont nous, l'humanité.

La Communauté des pays de langue portugaise a produit ces dernières années un échange politique extraordinaire qui nous a amenés à promouvoir toute une série de restructurations et d'actions politiques communes, à un moment où le Portugal dynamisait sa présence dans l'Union européenne, et au moment où les jeunes pays africains se consolidaient à travers des groupements régionaux, et essayaient de transformer leurs jeunes et récentes indépendances en démocraties dont les difficultés internes sont encore visibles, certes, mais qui manifestent aujourd'hui des efforts extraordinaires pour faire de ces difficultés des opportunités de consolidation de la démocratie. Cette Organisation des pays de langue portugaise se faisait encore à un moment où le Brésil consolidait ses processus démocratiques en se créant des moyens pour surmonter les inégalités historiques, notamment celles qui concernent l'exclusion pour des raisons ethniques, les inégalités régionales et la lutte pour l'inclusion des femmes dans la gestion des richesses collectives, qui reste encore insuffisante.

Il s'agit donc d'une communauté qui construit de nouvelles cultures de développement. Car, comme le dit cet homme dynamique, critique, moteur extraordinaire dans ce processus, le Président Chissano, nous travaillons aujourd'hui avec notre diversité, en la valorisant car, comme je l'ai déjà dit, nous comprenons que nous sommes l'autre et que l'autre est un morceau de nous. Nous essayons surtout de faire face aux difficultés extraordinaires que sont les barrières commerciales au quotidien, en essayant de les renverser avec des projets d'intérêt commun. Nous menons à bien un dialogue conséquent pour élargir les possibilités de circulation des biens et des personnes, sachant bien qu'il n'y a pas de communauté sans circulation, il n y a pas de communauté sans échange. Nous essayons

de construire des bases permettant de consolider un échange académique, scientifique et technique, capable de maximaliser les opportunités offertes par la mondialisation. Et nous créons, avant toute chose, les conditions pour que nos peuples puissent avoir un accès réel à la révolution numérique: voici une nécessité fondamentale pour un développement durable.

Nous avons à gérer des problèmes et des barrières créés par notre propre histoire, et l'une de ses barrières concerne précisément la possibilité de consolider la paix dans l'ensemble de nos Etats membres. Cette consolidation de la paix dépend beaucoup certainement des Etats souverains et autonomes dans la conduite de leur processus interne, mais elle dépend également de l'engagement et de la solidarité de la communauté internationale.

Nous, comme l'a si bien dit le Président Chissano, nous essayons de gérer de façon solidaire les réalités dramatiques de certains de nos peuples, en ce qui concerne notamment les accidents géographiques qui, comme nous le savons, sont des accidents bien souvent provoqués par la manière dont les êtres humains gèrent de façon irresponsable leur environnement. Là encore nous pensons que nous avons la responsabilité de sensibiliser la communauté internationale aux appels comme celui du Mozambique aujourd'hui, qui traverse une situation d'extrême gravité à cause des crues. Donc nous en appelons à ce que soient respectés les accords signés lors des précédentes crues; la solidarité exprimée dans les discours ne s'est toujours pas matérialisée par une solidarité concrète.

Nous essayons aussi de gérer la réalité de la Guinée-Bissau, l'un de nos Etats membres dont l'instabilité permanente est le résultat d'un processus quotidien d'appauvrissement de ce pays qui a pourtant apporté tant de connaissances à l'humanité. Nous avons aussi à participer au dépassement des conflits en Angola, qui, nous le savons tous, impliquent des intérêts de secteur de la communauté internationale qui autrefois créèrent des conditions pour que la réalité intérieure de ce pays soit encore celle qui prévaut aujourd'hui. Nous sommes non seulement solidaires, mais en plus nous essayons de mener à bien des projets actifs qui puissent soutenir le gouvernement de cet Etat membre pour qu'il dépasse la réalité de guerre qu'il connaît à l'heure actuelle, mais surtout pour qu'il puisse transformer toute la machine de guerre en une machine de développement.

La Communauté des pays de langue portugaise s'engage également très sérieusement dans la construction de processus de transparence, de bonne gestion des affaires publiques, de combat quotidien à la corruption, sachant avant toute chose qu'il n'y a pas de corruption sans corrupteurs.

Enfin, lorsque nous parlons de cette rencontre extraordinaire avec nos partenaires des autres mondes, ces autres mondes qui sont un peu nous, nous traitons précisément ici de la construction de cette nouvelle trajectoire, qui, espérons, nous sera digne de la meilleure expression de l'intelligence humaine. Nous parlons de pluralité, de construction dans le respect de l'autre, et surtout, construction pour que les richesses locales soient matérialisés en projets pour le développement local.

Nous savons que le développement local dépend aujourd'hui surtout du grand soutien à apporter au développement des jeunes. Or bien souvent il s'agit de jeunes qui sont devenus orphelins suite surtout à la violence qu'une partie de notre communauté connaît à cause des massacres, mais aussi à cause de la réalité dramatique du virus HIV.

C'est là un thème auquel nous accordons une attention particulière. Nous venons de lancer un projet – qui, espérons-le, sera partagé et recevra des investissements de la communauté internationale – de 28millions de dollars, modeste si on a à l'esprit le fait qu'il s'agit de nos sept pays, auxquels s'ajoutera bientôt le jeune futur Etat membre, le Timor Oriental, aujourd'hui pays observateur. En ce qui concerne aujourd'hui la lutte contre le virus HIV et les maladies sexuellement transmissibles, nos références sont celles basées sur le consensus mondial autour des droits de l'homme, selon lesquels il faut assurer à tout être humain la liberté, le bien-être et la dignité. Et surtout que le développement humain ne peut se produire qu'à partir de trois prémisses fondamentales : le développement des personnes ; l'accroissement de leurs opportunités, de leurs capacités; leur droit à choisir.

Donc traiter aujourd'hui de façon emphatique et engagée, comme nous le faisons, du combat contre le HIV, cela veut dire assurer que notre Communauté des pays de langue portugaise ne devienne pas sous peu une communauté d'enfants orphelins. En plus, la question de l'éducation revêt une importance fondamentale, et nous parlons surtout d'une éducation plurielle, qui respecte les diversités intérieures et qui intègre les valeurs universelles, les connaissances

produites par l'ensemble de l'humanité, et surtout les connaissances élaborées au niveau local.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, c'est un privilège que de pouvoir participer, partager les idées, et partager surtout la possibilité de construire ensemble, comme l'ont dit si brillamment ceux qui m'ont précédée, notamment Monsieur le Secrétaire général de l'Union latine. Que nous puissions partager ensemble, en ce début de siècle, la possibilité de construire un monde sûr, pacifique, un monde où la diversité soit notre plus grande richesse et où la joie de vivre ne soit pas qu'un motif de déqualification mais surtout un motif de référence fondamentale pour la construction de nouveaux cadres et d'une nouvelle histoire dans notre trajectoire sur cette terre.

Je vous remercie.